



LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I



LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LILLE



© Ahn Young-joon/Pool / REUTERS

MIDTERMS ET ACCORDS
SUR LE CLIMAT

PAGE 3

GÉOPOLITIQUE DE LA
CORÉE DU SUD

PAGE 14

LE TRAUMATISME DE
L'ENCERCLEMENT

PAGE 36

L'Édito



LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI 2022-2023

Fondée à la rentrée 2020, l'Association du Master Relations Internationales (AMRI) est née sous l'impulsion des étudiants du master Histoire - Relations internationales de l'Université Catholique de Lille. Nous sommes donc honorés de vous présenter notre revue : **Le coup d'œil de l'AMRI**. Notre équipe, composée des étudiants du Master, souhaite vous partager son intérêt pour les grandes questions internationales. Cette revue se veut accessible à tous : aux étudiants comme aux amateurs.

Retrouvez-nous pour une mise en relief de l'actualité internationale, à travers plusieurs articles thématiques, pour ne rien rater des grands événements. Chaque revue portera sur de multiples sujets : enjeux sécuritaires, rivalités d'influence entre les grandes puissances, ainsi que géopolitique environnementale, culturelle ou économique. Nous vous proposons donc un tour d'horizon mondial allant de l'Asie aux Amériques, en passant par l'Europe, l'Afrique et les pôles.

Le dossier principal de cette revue s'axe sur la géopolitique de la Corée du Sud. Cette édition explique l'essor économique du pays tout en développant sa position sur la scène internationale.

Nous souhaitons rappeler que les opinions émises dans ces articles n'engagent en rien la responsabilité de l'Université Catholique de Lille (UCL) et de l'AMRI. Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets.

Au nom de l'ensemble de l'équipe de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

Rédacteurs en chef

CHLOÉ DANIEL & CLÉMENT PARDONCHE

S O M M A I R E

3 L'ACTION POUR LE CLIMAT DES ÉTATS-UNIS EN PRÉVISION DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

MORINE SERAFINI

8 LES 20 ANS DE LA CONSTRUCTION DU MUR ENTRE ISRAËL ET PALESTINE : L'ACCROISSEMENT D'UNE INJUSTICE SPATIALE ?

LILIE LENOIR

11 LE MONDE VU PAR LA CHINE : RETOUR SUR LE 20ÈME CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

JULIETTE SALEZ

14 DOSSIER : GÉOPOLITIQUE DE LA CORÉE DU SUD

INES MARTIN -PALACIO, PIERRE-ANTOINE MONDOLONI, NICOLAS POUSSIN, MATTHIEU HAERING

29 TOTAL ÉNERGIES LANCE DEUX PROJETS EN OUGANDA DÉNONCÉS PAR LE PARLEMENT EUROPÉEN

MARCO DI GIUSTO

33 L'ANNÉE 2022 OU L'AGGRAVATION DE LA SITUATION SRILANKAISE

PAULINE VÕ

36 LE TRAUMATISME DE L'ENCERCLEMENT À L'AUNE DE LA GUERRE EN UKRAINE

PAUL FARDEL

39 REMERCIEMENTS

40 BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER



POUR LE CLIMAT DES ÉTATS-UNIS EN PRÉVISION DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT



RÉDIGÉ PAR MORINE SERAFINI



Image n°1 : Joe Biden, 46e président des Etats-Unis, lors de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP26) à Glasgow en novembre 2021. © Evan Vucci / Pool via REUTERS

Depuis 2006, les États-Unis sont le deuxième pays émetteur de dioxyde de carbone (CO₂) dans le monde, derrière la Chine. En 2020, la part américaine des émissions de carbone dans le monde était de près de 13,5%. L'année suivante, les émissions du pays s'élevaient à 4,9 milliards de tonnes de CO₂ (OCDE, 2022). Au sein des États-Unis, les disparités entre États sont importantes. En 2020, le *District of Columbia* émettait 2,4 millions de tonnes de CO₂ contre 624 millions pour l'État du Texas (U.S. Energy Information Administration, 2022). Les changements climatiques affectent ainsi l'ensemble du territoire américain. Les températures moyennes annuelles ont augmenté de plus de 1,2 °C entre 1986 et 2016. Les projections pour les trois prochaines décennies estiment que ces températures subiront une augmentation ultérieure de 1,4 °C. Les zones urbaines sont plus fortement impactées par ces dérèglements, notamment celles des États situés à l'est du pays, qui concentrent une densité de population importante. Les phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient (inondations, sécheresses, tornades, etc.), soulignant la vulnérabilité des États-Unis qui, du fait de leur extension territoriale, se voient soumis à toutes sortes d'aléas climatiques (Wuebbles et al., 2017).

Pour ce qui est de l'opinion publique, d'après l'étude annuelle menée par le *Program on Climate Change Communication* de l'Université de Yale, 72% des Américains considèrent que les changements climatiques sont une réalité. De plus, près de 60% estiment que les effets des changements climatiques affectent aujourd'hui la population des États-Unis. Néanmoins, à peine plus de la moitié jugent nécessaire que les autorités gouvernementales américaines fassent des mesures de lutte contre les changements climatiques une priorité nationale (Howe et al., 2022). En ce qui concerne l'implication des États-Unis dans l'effort international de lutte contre les changements climatiques, une autre étude du Pew Research Center estime que 75% des Américains y sont favorables. Au sein des partis, 92% des Démocrates soutiennent cet effort contre seulement 53% des Républicains (Pew Research Center, 2022).

Il s'agit donc de se pencher, au cours de cet article, sur le positionnement américain dans les accords climatiques internationaux sous la présidence démocrate de Joe Biden et les répercussions des résultats des élections de mi-mandat qui semblent prévoir une victoire de l'opposition républicaine.

Pour cela seront abordés en premier lieu les accords climatiques en place à l'heure actuelle, puis le plan mené par l'administration Biden en termes d'engagement pour le climat et enfin la position des élus républicains vis-à-vis de ces deux thématiques.

L'INVESTISSEMENT DES ÉTATS-UNIS DANS LES ACCORDS INTERNATIONAUX POUR LE CLIMAT

Sur le plan international, les États-Unis montrent depuis toujours une forte réticence à s'impliquer dans les accords pour le climat. En 1997, le vice-président Albert Gore s'engage au nom de l'administration Clinton à la signature du protocole de Kyoto. L'opposition du Congrès à sa ratification est prémonitoire : trois ans plus tard, George W. Bush, élu à la présidence, met fin aux négociations du protocole de la part des États-Unis. Cette position adoptée par les Américains est alors justifiée par l'inégalité des mesures contraignantes imposées aux États-Unis par rapport aux pays en voie de développement. L'administration Bush mettra ainsi de côté toute initiative visant à diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) préférant se concentrer sur le développement des énergies renouvelables (Compagnon, 2020).

Sous la présidence de Barack Obama, les États-Unis deviennent signataires de l'accord de Paris, adopté par la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Cet accord est caractérisé par une emphase mise sur la coopération pour l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques ainsi que le financement des objectifs climatiques, délaissant à nouveau la nécessité de réduire les émissions de GES (Ministère de la Transition écologique, 2022).

Dès son élection en 2016, Donald Trump annonce le retrait des États-Unis de l'accord de Paris. Le processus de sortie ayant été construit de sorte à ce que quatre ans s'écoulent entre la demande et le retrait effectif, l'accord reste en place tout au long du mandat de Trump. Néanmoins, la réintégration de l'accord de Paris suite à l'élection de Joe Biden ne peut à elle seule combler les failles de l'engagement américain dans la lutte contre les changements climatiques (Allan et Wagner, 2020; Kounda, 2021).

LA PORTÉE DES ENGAGEMENTS DE JOE BIDEN POUR LE CLIMAT

Les élections présidentielles de 2020 ont été fortement impactées par les crises subies par les États-Unis au cours des années précédentes. Ces crises ont accentué les fractures sociales au sein du pays et contribué à l'évolution des attentes de la population concernant les problématiques auxquelles se confrontent désormais les États-Unis. La campagne électorale de Joe Biden repose ainsi sur le *Build Back Better Plan*, un programme ambitieux visant à « lancer un effort national dans la création d'emploi, la construction d'infrastructures modernes et durables ainsi que l'aboutissement à un avenir énergétique propre et équitable » (Biden, s. d.-b).

En termes de lutte contre les changements climatiques, Biden vise à atteindre la neutralité carbone et une économie énergétique 100% renouvelable d'ici la fin de son premier mandat, en 2025. À l'échelle internationale, l'administration Biden s'engage notamment à intégrer les changements climatiques dans la politique étrangère, les stratégies de sécurité nationale et les négociations commerciales des États-Unis. Le programme souligne également la nécessité de renforcer les objectifs climatiques dans le monde et de « prévenir toute tricherie à travers l'influence économique et la force de persuasion des États-Unis » (Biden, s. d.-a).

Les deux premières années du mandat Biden ont ainsi été marquées par la mise en place de 57 décrets exécutifs pour le climat et l'annulation de 83 décrets environnementaux proclamés par Trump. Ces proclamations ont culminé en juillet 2022 avec l'*Inflation Reduction Act*, un décret mettant près de 385 milliards de dollars à destination de l'industrie privée pour une rapide transition vers les énergies renouvelables, ainsi que des ménages et des consommateurs afin de subvenir aux besoins de ces derniers, pour accélérer la réduction des émissions carbone de la population (Dennis et al., 2022; Joselow et al., 2022; The White House, 2022).

LES OBSTACLES À L'ACTION POUR LE CLIMAT FORMÉS PAR UN DÉSÉQUILIBRE DES FORCES AU SEIN DU CONGRÈS AMÉRICAIN

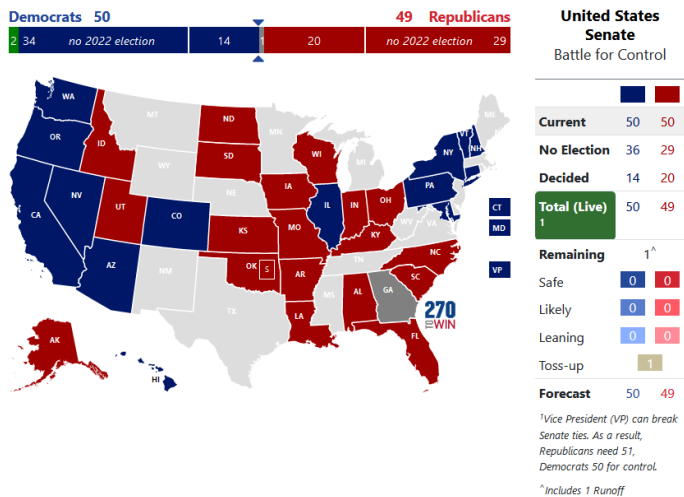


Image n°2 : Carte des résultats prévisionnels des élections de mi-mandat 2022 pour le Sénat des États-Unis. © 270ToWin.

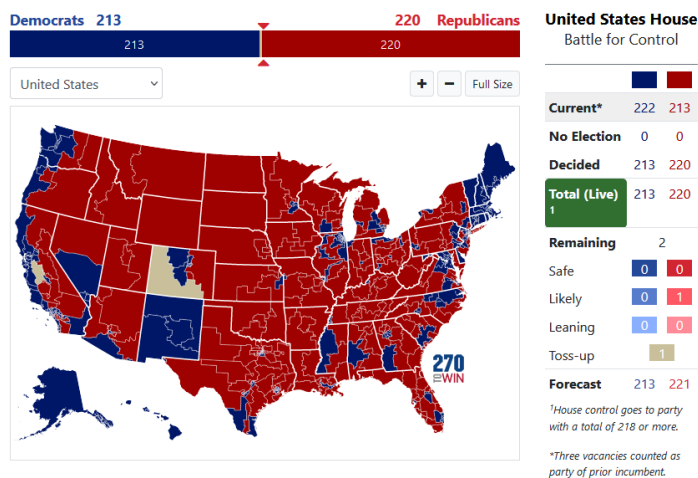


Image n°3 : Carte des résultats prévisionnels des élections de mi-mandat 2022 pour la Chambre des représentants des États-Unis. © 270ToWin.

Les élections de mi-mandat ont historiquement été défavorables au parti du président au pouvoir et les prévisions pour les 2022 *midterms elections* ne semblent pas déroger à la règle. Les résultats provisoires révèlent un Congrès divisé, avec une Chambre des représentants à majorité républicaine et un Sénat (dont seuls 35 des 100 sièges étaient à renouveler) qui reste démocrate grâce au vote décisif de la vice-présidente Kamala Harris. Les raisons de cette tendance républicaine résident notamment dans le rayon d'action limité des mesures de l'administration Biden. Malgré leurs objectifs visant à remettre sur pied l'économie et soutenir une classe ouvrière en crise, ces mesures ne peuvent obtenir des résultats drastiques de manière immédiate. Les électeurs restent ainsi fortement sceptiques des politiques menées par Biden, et ce malgré les investissements massifs et les négociations bipartisanes ayant eu lieu depuis le début de sa présidence (Cohen et al., 2022).

À la fin novembre 2022, les résultats prévisionnels montrent une courte majorité démocrate au Sénat et une majorité républicaine à la Chambre des représentants bien moins conséquente comparée aux hypothèses émises au préalable. Les Démocrates au Sénat favoriseront donc les nominations judiciaires de Biden, lui permettant ainsi de conserver un atout majeur pour le maintien d'une continuité en matière de politiques environnementales.

En ce qui concerne la majorité républicaine à la Chambre, il est clair que la suite du mandat de Biden sera fortement entravée. Les Républicains ne pourront pas forcer le président à revenir sur les décisions actuellement en place. Néanmoins, il est peu probable que les accords bipartisanes ayant été atteints, notamment sur les politiques pour le climat, ne soient réitérés. Le financement des actions démocrates pour le climat serait alors brusquement interrompu au niveau fédéral, rendant difficile tout engagement américain sur la scène internationale, si celui-ci n'était pas en mesure d'être appliqué dans la législation nationale suite à l'opposition du Congrès.

De plus, pour les plus conservateurs du parti républicain, un processus d'*impeachment* de certains membres du gouvernement de Biden, voire même du président lui-même, serait à l'ordre du jour. Une telle procédure, bien que difficilement réalisable jusqu'au bout, amènerait à un affaiblissement de la position des États-Unis. Dans une situation géopolitique instable, exacerbée par l'urgence des changements climatiques, un ultérieur déclin de la crédibilité américaine porterait atteinte à toute influence possible au cours des sommets et réunions intergouvernementales pour le climat (Cohen, 2022; Lassus, 2022; Leber, 2022).

Cet article a donc pu déterminer les limites des engagements des États-Unis dans les questions climatiques. Depuis la fin des années 90, le pays reste en retrait de toute action visant à amoindrir les émissions de GES, un processus pourtant essentiel au ralentissement des effets des changements climatiques. Les crises récentes, notamment la pandémie de la Covid-19, ont fait évoluer les certitudes américaines tant au niveau gouvernemental qu'au sein de l'opinion publique.

Les politiques de Joe Biden en matière de lutte contre les changements climatiques, mises en place grâce à la promulgation de décrets exécutifs, reflètent cette évolution. Néanmoins leur efficacité ne peut être démontrée dans l'immédiat, ce qui joue en faveur d'une opposition républicaine de plus en plus radicale. Les élections de mi-mandat reflètent ainsi les fractures sociales et politiques qui marquent le contexte actuel aux États-Unis.

L'avenir des mesures pour le climat de l'administration Biden, ainsi que son positionnement sur la scène internationale restent donc incertains et soumis aux contrastes retrouvés au sein du Congrès américain.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de presse

Cohen, R. M. (2022, 14 septembre). What Republicans would do if they win back Congress. VOX.

<https://www.vox.com/policy-and-politics/2022/9/14/23347145/republicans-midterms-2023-gop-agenda>

Cohen, R. M., Scott, D., Zhou, L. (2022, 2 novembre). The 3 possible outcomes of the midterms in Congress, explained.

VOX. <https://www.vox.com/policy-and-politics/23435135/2022-midterms-congress-republican-democrat>

Dennis, B., Eilperin, J., Muyskens, J. (2022, 20 octobre). Tracking Biden's environmental actions. *The Washington Post*.

<https://www.washingtonpost.com/graphics/2021/climate-environment/biden-climate-environment-actions/>

Lassus, R. (2022, 6 novembre). Les États-Unis de Biden avant les midterms. *Le Grand Continent*.

<https://legrandcontinent.eu/fr/2022/11/06/les-etats-unis-de-biden-avant-les-midterms/>

Leber, R. (2022, 1er novembre). What's at stake for Biden's climate agenda in the midterms. VOX.

<https://www.vox.com/policy-and-politics/23421682/gop-midterms-climate-inflation-reduction-act>

Joselow, M., Rouben, R., Stein, J. (2022, 15 août). How the Inflation Reduction Act might affect you — and change the U.S. *The Washington Post*.

<https://www.washingtonpost.com/us-policy/2022/07/28/manchin-schumer-climate-deal/>

Notes de cours et présentations de conférenciers invités

Compagnon, D. (2020, septembre). *Les Etats-Unis et le Changement Climatique* [notes de cours]. Sciences Po Bordeaux.

Académie de Bordeaux. <https://ent2d.ac-bordeaux.fr/disciplines/histoire-geographie/wp-content/uploads/sites/18/2020/09/Pr%C3%A9sentation2-Etats-Unis-et-changement-climatique.pdf>

Pages web

2022 House Election Live Results. (2022, 26 novembre). 270ToWin. <https://www.270towin.com/2022-election-results-live/house/>

2022 Senate Election Live Results. (2022, 26 novembre). 270ToWin. <https://www.270towin.com/2022-election-results-live/senate>

Allan, J., Wagner, L. (2020, 4 novembre). *The U.S. Has Exited the Paris Agreement. Does it Matter?*. International Institute for Sustainable Development. <https://www.iisd.org/articles/insight/us-has-exited-paris-agreement-does-it-matter>

BIBLIOGRAPHIE

Biden, J. (s. d.-a). *The Biden Plan for a Clean Energy Revolution and Environmental Justice*. Joe Biden - Official Campaign Page. <https://joebiden.com/climate-plan/#>

Biden, J. (s. d.-b). *The Biden Plan to Build a Modern, Sustainable Infrastructure and an Equitable Clean Energy Future*. Joe Biden - Official Campaign Page. <https://joebiden.com/clean-energy/#>

Kounda, G. (2021, 20 janvier). *Que font les Etats-Unis pour lutter contre le changement climatique ? L'héritage de Donald Trump*. RTBF. <https://www.rtbf.be/article/que-font-les-etats-unis-pour-lutter-contre-le-changement-climatique-l-heritage-de-donald-trump-episode-14-podcast-10676602>

Mason, J., Volcovici, V. (2021, 3 novembre). *Biden tells leaders U.S. will meet climate goals, while his agenda falters at home*. Reuters. <https://www.reuters.com/business/sustainable-business/biden-tout-largest-investment-climate-glasgow-2021-11-01/>

The White House. (2022, 20 juillet). *FACT SHEET: President Biden's Executive Actions on Climate to Address Extreme Heat and Boost Offshore Wind*. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/07/20/fact-sheet-president-bidens-executive-actions-on-climate-to-address-extreme-heat-and-boost-offshore-wind/>

Rapports de recherche et publications gouvernementales

Howe, P., Jefferson, M., Leiserowitz, A., Marlon, J., Mildenberger, M., Neyens, L. (2022). *Yale Climate Opinion Maps 2021*. Yale Program on Climate Change Communication. <https://climatecommunication.yale.edu/visualizations-data/ycom-us/>

Ministère de la Transition écologique. (2022). *Chiffres clés du climat France, Europe et Monde*. Service des données et études statistiques. <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-du-climat-2022/17-laccord-de-paris>

OCDE. (2022). *Émissions de GES et de polluants de l'air (indicateur)*. OCDE Données. <https://doi.org/10.1787/e35e4bd6-fr>

Pew Research Center. (2022). *For Earth Day, key facts about Americans' views of climate change and renewable energy*. https://www.pewresearch.org/fact-tank/2022/04/22/for-earth-day-key-facts-about-americans-views-of-climate-change-and-renewable-energy/ft_22-04-22_earthday_02/

U.S. Energy Information Administration. (2022). *State Energy-Related Carbon Dioxide Emissions Tables*. <https://www.eia.gov/environment/emissions/state/>

Wuebbles, D. J., Fahey, D. W., Hibbard, K. A., Dokken, D. J., Stewart, B. C., and Maycock, T. K. (eds.). (2017). *Climate Science Special Report: Fourth National Climate Assessment (volume I)*. U.S. Global Change Research Program. <http://doi.org...7930/J0J964J6>



LES 20 ANS DE LA CONSTRUCTION DU MUR ENTRE ISRAËL ET PALESTINE : L'ACCROISSEMENT D'UNE INJUSTICE SPATIALE ?

RÉDIGÉ PAR LILIE LENOIR

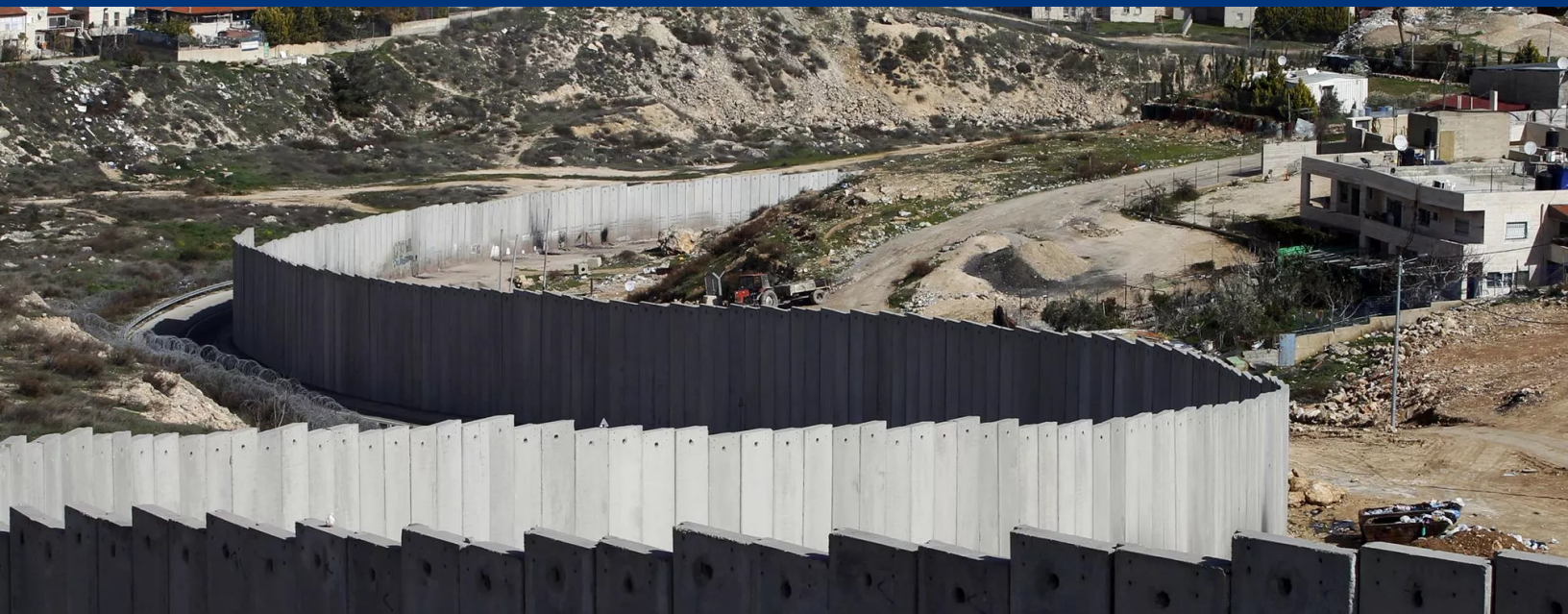


Image n°4 : Portion du mur à Bethléem. © Pbaz Ratner / REUTERS.

Au cours de l'été 2002, à quelques encablures du village de Bethléem, dans le village d'Al Walaja, débutait la construction du mur, motivée à la fois par une dimension sécuritaire mais aussi par une volonté de séparation des territoires cisjordanien et israéliens. À l'aube de la célébration du vingtième anniversaire de ce dispositif d'une longueur de 700 km, celui-ci laisse difficilement entrevoir les inégalités perçues par les populations palestiniennes pourtant bien réelles.

LA CONSTRUCTION DE LA "CLÔTURE DE SÉCURITÉ" EN PLEINE SECONDE INTIFADA

Le début de la construction du mur, autrement appelé «clôture de sécurité» entre Israël et la Cisjordanie, est marqué par une période de troubles entre les peuples palestiniens et israéliens. Cette dernière représente la matérialisation d'un moyen de se prémunir contre les attentats qui frappent le pays depuis la reprise en septembre 2000 de l'Intifada. Pourtant, au cours de l'été 2000, des pourparlers étaient engagés entre Yasser Arafat, le leader palestinien, et Ehud Barak, élu à la tête du gouvernement israélien, qui laissaient penser à une situation de détente. La signature de l'accord Charm el-Cheikh qui, en d'autres termes, actualise les accords de Wye Plantation, faisait foi de cette période de détente entre les deux groupes.

En effet, cette signature devait mener à un retrait des israéliens sur les territoires réservés aux populations palestiniennes. Or, au sein même de l'opinion publique israélienne des divisions demeurent autour de la politique mise en place par Ehud Barak. L'un de ses opposants majeurs, nommé Ariel Sharon, est à l'origine du ravivement des tensions : le 28 septembre 2000, ce dernier se rend sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, lieu considéré comme sacré. Cette visite est perçue comme provocatrice et des heurts entre Palestiniens et Israéliens débutent dès le lendemain donnant lieu à la seconde Intifada et à la construction du mur.

LES CONSÉQUENCES DE CETTE POLITIQUE D'EMMUREMENT SUR LES POPULATIONS PALESTINIENNES: UNE DIFFICILE PRATIQUE DE L'ESPACE PUBLIC ?

Il paraît nécessaire de rappeler que les populations palestiniennes semblent s'être retrouvées dans une première situation d'injustice spatiale dès lors du partage des territoires établi par les accords d'Oslo II en 1995.

Trois zones sont donc délimitées :

- La zone A (18% de la superficie totale des territoires¹) sous le contrôle civil et militaire palestinien, sauf Hébron.
- La zone B (près de 24% du territoire) sous contrôle civil palestinien et sous contrôle militaire conjoint israélo-palestinien.
- La zone C (près de 60% du territoire) seule bande de terre continue, se trouve entièrement sous contrôle israélien, tant au plan civil que militaire.

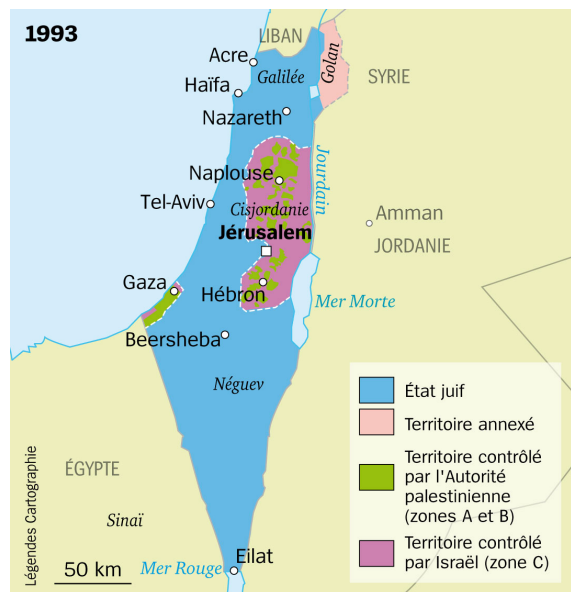


Image n°5 : Les accords d'Oslo. © l'histoire.fr.

Ce découpage laisse apparaître un morcellement des territoires palestiniens qui rend difficile leur pratique de l'espace, complexifiée par la présence de l'armée israélienne qui contrôle leurs déplacements. De plus, ces territoires disposent de 20% des aquifères contrairement à ceux des israéliens qui regroupent les 80% restants. Cette répartition met en relief un difficile accès aux ressources pour les populations palestiniennes. La construction du mur a donc renforcé cette inégalité d'accès aux ressources, conférant une seconde injustice spatiale. En effet, les points d'eau furent implantés de manière stratégique du côté israélien de la frontière privant les peuples palestiniens de pouvoir s'approvisionner en eau pour leurs besoins quotidiens, (Rossetti, 2018). Le territoire de la Bande de Gaza est lui aussi entouré de barbelés avec la construction d'un mur achevé en 2021, qui rend la pratique de l'espace injuste et renforce les inégalités déjà existantes. De nombreuses coupures d'électricité sont orchestrées, mais aussi la suspension de livraisons de marchandises, puis de produits pétroliers suspendus par Israël, qui conduisent à une situation de pauvreté. La ghettoïsation de ces populations palestiniennes les met dans une situation inégalitaire pour l'accès aux services c'est-à-dire l'accès aux soins et au système éducatif souvent localisés dans les grandes villes israéliennes.

Les sorties hors de ces territoires emmurés sont très contrôlées, et ces derniers ne sont pas suffisamment connectés aux réseaux de communication, ce qui accroît l'injustice quant à la pratique de l'espace et l'installation d'une précarité. À Jérusalem même, le mur traverse les quartiers arabes de la ville, entraînant d'importantes difficultés de circulation pour les riverains malgré les différents tracés établis.

UN LEVIER POUR RÉDUIRE L'INJUSTICE SPATIALE ET LES INÉGALITÉS ?

Le début du chantier de construction en juin 2002 a suscité une forte polémique au sein de la communauté internationale. Pour les opposants à la construction, ce « mur de la honte » est une atteinte aux droits de l'homme puisqu'il entrave la circulation des hommes. À l'échelle régionale, il y a tout d'abord une difficulté d'entretenir des relations avec les pays voisins pour le peuple palestinien. Cette crispation des relations implique les autres gouvernements nationaux des pays limitrophes qui prennent généralement parti pour l'un des deux peuples ce qui peut causer la montée des tensions dans l'aire géographique. À l'échelle internationale, l'Organisation des Nations Unies joue un rôle clé en exerçant des pressions sur Israël. Pour trouver un terrain d'entente, il faut que les deux partis soient placés sur un pied d'égalité. Or l'État palestinien n'est que très peu reconnu au sein de la communauté internationale. Il faut noter la décision de Trump en 2018 de bloquer les vivres acheminées à l'État palestinien ce qui conduit à une pauvreté de plus en plus forte. La présence d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), telles que la Croix Rouge, est néanmoins importante afin d'aider le peuple palestinien et d'améliorer leurs conditions de vie, en organisant des distributions de vivres, tout en dénonçant cet enfermement basé sur un critère religieux et national.

Pour conclure, au-delà de cette séparation physique matérialisée par les différents murs entre Israël et la Bande de Gaza et entre Israël et la Cisjordanie qui causent une injustice spatiale pour les populations palestiniennes, il serait intéressant de soumettre l'idée d'une séparation mentale. En effet, de nombreuses familles furent séparées lors du tracé du mur. L'impact territorial se double d'un impact psychologique causé par cette politique d'encerclement. Ainsi, les élections présidentielles qui se tiennent le 1er novembre en Israël pourraient renforcer cette emprise spatiale ou au contraire la desserrer.

¹ : pourcentages donnés par Amnesty France.

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques

Barrat, C. (15 novembre 2005). Le mur. Études rurales, no 173-174 : 109-26. <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.8134>.

Belaïch, S. (2009). "Barrière de sécurité" ou "mur d'annexion" ? Les Cahiers de l'Orient 96, no 4 : 24-26. <https://doi.org/10.3917/lcdlo.096.0024>.

Brubacher, M. (1 novembre 2002). Le mur de la honte. Le Monde diplomatique. <https://www.monde-diplomatique.fr/2002/11/BRUBACHER/9625>.

Pirinoli, C. (15 novembre 2005). Effacer la Palestine pour construire Israël. Études rurales, no 173-174 : 67-85. <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.8132>.

Simonneau, D. (2017). Le mur israélien. Séparation, contrôle et colonialisme. Raison présente 202, no 2 : 45-53. <https://doi.org/10.3917/rpre.202.0045>.

Articles d'opinion

Rossetti, D. (25 juillet 2018). La grande injustice faite au peuple palestinien. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/533069/la-grande-injustice-faite-au-peuple-palestinien>.

Pages Web

Fadhel, M. (23 mars 2016). Les conséquences de la construction du mur à Jérusalem. Académie de Géopolitique de Paris. <http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/en/les-consequences-de-la-construction-du-mur-a-jerusalem/>.

Les accords d'Oslo II (28 septembre 1995). (1 avril 1997). Le Monde diplomatique. <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/cisjordanieoslo2>.

Qu'est-ce que les Accords d'Oslo ? (s-d). Amnesty France. <https://www.amnesty.fr/focus/accords-oslo>.

Vidéographie

Métézeau, F. (16 juin 2022). REPORTAGE : "C'est tellement déprimant" : vingt ans après le début de sa construction, le mur entre Israël et la Cisjordanie occupée sépare toujours les deux peuples. FranceTVInfo : https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/reportage-c-est-tellement-deprimant-vingt-apres-le-debut-de-sa-construction-le-mur-entre-israel-et-la-cisjordanie-occupee-separe-toujours-les-deux-peuples_5199811.html.

LE MONDE VU PAR LA CHINE : RETOUR SUR LE 20ÈME CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

RÉDIGÉ PAR JULIETTE SALEZ



Image n°6 : Conclusion du 20ème congrès du Parti Communiste Chinois © Li Hao / Global Time

Scène inédite lors du 20^{ème} Congrès du Parti Communiste Chinois (PCC) : Hu Jintao, ancien chef du PCC, assis à la gauche de Xi Jinping, se fait escorter -semble-t-il contre son gré- par deux hommes, alors qu'on le pensait jusqu'ici allié de Xi Jinping. La version officielle donnée par les médias étatiques est qu'il ne se sentait pas bien. Officieusement, si l'on considère l'historique chinois, on peut se permettre d'assimiler son départ imprévu au début d'une purge politique. Par ailleurs, si cette scène s'inscrit dans l'ambiance générale du Congrès ce n'est pas l'unique évènement à en retenir. En effet, les enjeux du tant attendu rassemblement du parti unique chinois ne sont pas uniquement politiques. Kevin Rudd, ancien premier ministre australien, souligne dans un interview accordé à l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) en novembre 2022 que l'économie est au centre du discours de plus de deux heures de Xi Jinping. Quelles leçons en tirer ?

LE FONCTIONNEMENT DU CONGRÈS

Tout d'abord à quoi ce Congrès sert-il ? La fonction principale du Congrès est d'élire les membres du Comité permanent du Bureau politique du PCC, à la fois le plus important mais surtout l'unique organe décisionnel chinois, et est composé de sept membres.

Cette élection était l'occasion pour Xi Jinping de renforcer son pouvoir en s'assurant qu'uniquement ses alliés soient choisis.



Image n°7 : Le 20ème congrès du Parti Communiste Chinois sous l'emprise de Xi Jinping © Maxppp - Xie Huanchi / Xinhua NewsAgency / Newscom

Traditionnellement, le Parti Communiste Chinois est divisé en deux factions. Les Shanghaïens représentent l'élite du PCC. À l'opposé, la Ligue de la jeunesse se compose de cadres issus de familles modestes. Le PCC est dirigé par ces deux factions si bien qu'on le qualifiait de « *one party, two factions* » (Shukla, 2021). La faction qui élit le Secrétaire général du PCC élit également le Président de la République populaire de Chine (RPC). Ainsi, Jiang Zemin a été élu par la faction des Shanghaïens tandis que Hu Jintao a été désigné par la Ligue de la jeunesse.

Enfin, avec l'arrivée de Xi Jinping, une nouvelle faction émerge : « la faction de Xi » aussi appelée « la Zhejiang faction »¹ (Think Tank European Parliament, 2022). Il appartient également au « parti des Princes rouges » composé d'enfants de hauts cadres du PCC. En effet, le père de Xi Jinping a été vice-Président de l'Assemblée populaire et vice-premier Ministre sous Mao Zedong avant d'être destitué et humilié pendant la Révolution Culturelle, puis réhabilité par Deng Xiaoping, à la mort de Mao Zedong.

Ainsi, sur les sept membres anciennement présents, quatre sont remplacés faisant du Comité permanent « le nouveau club des sept » (Sel, 2022) uniquement composé « d'alliés ou de fidèles du secrétaire général » (Sel, 2022). Xi Jinping a également profité de l'occasion pour confirmer son troisième mandat, brisant avec la tradition maoïste de deux mandats maximum.

NOUVEAUX ENJEUX : ÉCONOMIE ET IDÉOLOGIE AU CENTRE DE LA PENSÉE DE XI JINPING

Comme le confirme Kevin Rudd, l'enjeu principal de ce Congrès est économique. La politique de « zéro Covid » cumulée au contrôle étatique intense sur les activités économiques empêchent le secteur privé de prospérer, alors qu'il représente 61% du PIB chinois. Xi Jinping se retrouve partagé entre l'idéologie de son parti et la nécessité de remonter la croissance économique chinoise qui ralentit progressivement. Le *challenge* consiste donc à relever la croissance en évitant une participation importante du secteur privé.

Avant de fixer les objectifs futurs, Xi Jinping est revenu sur les accomplissements de ces cinq dernières années. Les objectifs du Parti Communiste Chinois se divisent en deux temps : celui défini d'ici 2021, soit devenir une nation modérément prospère, qui semble réussi, et celui défini pour 2049, soit devenir un grand pays moderne et socialiste. Pour cela, la Chine doit faire des progrès dès 2035 dans neuf champs spécifiques parmi lesquels la modernisation de l'armée, la mise en place d'un système économique avancé et une neutralité carbone. Par ailleurs, si la Chine ne se positionne pas clairement sur le conflit Ukraine-Russie, elle l'observe tout de même minutieusement puisqu'elle souhaite réduire sa dépendance aux puissances occidentales, notamment dans le secteur technologique, afin d'éviter toute sanction potentielle en cas de conflit armé avec Taiwan.

L'idéologie prend également une place significative dans le discours de Xi Jinping. En effet, *“ideological work is about forging the character of a country and the soul of a nation”* (Think Tank European Parliament, 2022) déclare Xi Jinping dans son discours. La question qui nous intéresse le plus est celle de Taiwan. Xi Jinping réaffirme que la Chine *“respects the sovereignty and territorial integrity of all countries”* (Ibid.). En août 2022, La RPC publiait un livre blanc intitulé La question de Taïwan et la réunification de la Chine dans la nouvelle ère. Ce n'est plus un secret pour personne : la Chine a pour objectif de réintégrer Taiwan au territoire chinois d'ici les années 2030. L'ambassadeur de Chine en France, Lu Shay, interviewé le 31 octobre 2022 par TV5Monde, parle même d'une « tâche historique immuable du Parti » mais en respectant autant que possible le principe dit de « réunification pacifique, un pays, deux systèmes ».

QU'EN EST-IL D'UN POINT DE VUE INTERNATIONAL ?

Qu'il s'agisse d'une réunification pacifique –qui semble tout de même très compliquée étant donné l'opposition formelle des citoyens taiwanais– ou militaire, les puissances de la région, voire du monde, s'y opposeront activement. Les États-Unis ne cessent de réaffirmer leur soutien militaire à Taiwan. Kevin Rudd souligne l'importance de reconstruire une dissuasion militaire, financière et économique, notamment entre l'Australie et les États-Unis, de manière à constituer un front cohérent et puissant face aux ambitions chinoises. Si un conflit armé se déclare entre la Chine et Taiwan, cela risquerait de fermer une route maritime cruciale au commerce européen-asiatique : l'Europe a besoin de cette route pour importer ses composants électriques nécessaires pour le secteur automobile. C'est pourquoi les Ministres des Affaires Étrangères de l'Union Européenne se sont réunis le 17 octobre, suivis des dirigeants les 20 et 21 octobre 2022.

Ainsi, le 20^{ème} Congrès du PCC était crucial non seulement pour la Chine mais aussi pour le reste du monde. Sur une semaine, il redessine les nouveaux objectifs chinois, au lendemain de la crise de la Covid et à la veille d'une potentielle guerre sino-taiwanaise. 2^{ème} puissance économique mondiale, 3^{ème} puissance militaire mondiale et « atelier du monde » : chaque choix de la puissance chinoise affecte le reste du globe.

¹ : Xi Jinping a été secrétaire du parti de la province de Zhejiang de 2002 à 2007.

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques

Bulard, M. (2022). Xi Jinping, président de tout. Le Monde diplomatique. <https://www.monde-diplomatique.fr/2022/10/BULARD/65155#partage>

Elliott, D., Koss, D. & Lei, Y. (2022). Back to the future at China's 20th Party Congress. Fairbank Center for Chinese Studies. <https://fairbank.fas.harvard.edu/research/blog/back-to-the-future-at-chinas-20th-party-congress/>

Shukla, S. (2021). The rise of the Xi Gang : factional politics in the Chinese Communist. Observer Research Foundation, ORF Occasional Paper No. 300. <https://www.orfonline.org/research/the-rise-of-the-xi-gang/>

Sel, P. (2022). Que s'est-il passé au 20ème Congrès du Parti communiste chinois ? Le Grand continent. <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/10/31/que-sest-il-passe-au-20e-congres-du-parti-communiste-chinois/>

Page Web

Ambassade de la République populaire de Chine en République française. (29 octobre 2022). Interview accordé par l'Ambassadeur Lu Shaye à TV5MONDE. Paris : TV5monde. http://fr.china-embassy.gov.cn/fra/zfzj/202210/t20221031_10794575.htm

Think Tank

IFRI. (12 octobre 2022). China's power: view from Kevin Rudd, former Prime Minister of Australia. Youtube. <https://www.ifri.org/en/espace-media/videos/chinas-power-views-kevin-rudd-former-prime-minister-australia>

Think Tank European Parliament. (19 octobre 2022). "China's 20th Party Congress". Bruxelles: Parlement européen [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2022/733702/EPRS_BRI\(2022\)733702_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2022/733702/EPRS_BRI(2022)733702_EN.pdf)

DOSSIER

GÉOPOLITIQUE DE LA CORÉE DU SUD

SOMMAIRE

- 15** INTRODUCTION
Ines Martin-Palacio
- 17** L'ESSOR ÉCONOMIQUE SUD
CORÉEN
Pierre-Antoine Mondoloni
- 20** LES RELATIONS SUD-
CORÉENNES AVEC LES
ÉTATS-UNIS ET LE JAPON :
UN JEU D'ÉCHECS
DIFFICILEMENT JOUABLE
Nicolas Poussin
- 23** LES RELATIONS
INTERCORÉENNES SUR LA
QUESTION DU NUCLÉAIRE
Matthieu Haering
- 27** CONCLUSION
Ines Martin-Palacio
- 28** CARTES ET GRAPHIQUES
Pierre-Antoine Mondoloni



Introduction

RÉDIGÉE PAR INES MARTIN-PALACIO

La République de Corée, petit État densément peuplé de 51 millions d'habitants, se situe sur la partie sud de la péninsule coréenne, à cheval entre la Mer du Japon et la Mer de Chine orientale. 21 millions d'habitants vivent dans l'aire urbaine de Séoul, la capitale, et les autres sont répartis sur un territoire majoritairement composé de montagnes. Le pays est relié au continent par sa frontière avec la Corée du Nord, ayant officiellement le statut de zone démilitarisée, mais paradoxalement extrêmement militarisé (on y compte plus d'un million de soldats au total, à la fois Sud-Coréens, Nord-Coréens, et Américains).

Historiquement, la Corée, jusqu'alors divisée en plusieurs royaumes, fut unifiée une première fois au VIII^{ème} siècle. Après s'être progressivement disloquée, elle est réunifiée par le Royaume de Koryo ou Goryeo (918-1392), qui serait à l'origine du nom contemporain *Korea*, Corée. Fortement sinisé au travers de sa langue, de son système d'écriture et de la popularité du confucianisme, le pays connaît un renouveau culturel sous la dynastie Joseon (1392-1910). C'est sous cette dynastie qu'est créé l'alphabet coréen, le hangeul, aujourd'hui utilisé dans les deux Corées. La Corée est également envahie à plusieurs reprises par le Japon. La dernière en date commence en 1905, suivie d'une annexion en 1910, alors qu'au même moment le Japon défait la Russie et réussit à s'imposer comme puissance mondiale face au monde occidental. La Corée du XX^{ème} siècle est profondément marquée par cette dernière invasion japonaise qui est très mal vécue par la population. En effet, la culture coréenne est systématiquement niée par l'envahisseur. Le japonais est imposé tandis que la langue coréenne est progressivement interdite, les noms sont japonisés, tout comme les programmes scolaires. Il y a une véritable volonté de rendre le peuple coréen japonais. Cette tentative d'effacement du peuple coréen provoque l'inverse de l'effet escompté, une résurgence des revendications de l'identité coréenne (CEFAN, Université de Laval, 2021).

La fin de la Seconde Guerre mondiale et la défaite du Japon, mettent fin à l'occupation nipponne. La Corée est alors divisée en deux, à l'image de la RDA et de la RFA, chacune sous l'influence des deux puissances mondiales de l'époque, l'URSS et les États-Unis. La Corée du Sud devient alors officiellement indépendante en 1948. Ses relations avec son voisin du Nord se tendent rapidement. Une tentative d'invasion par la Corée du Nord, appuyée par la Chine et indirectement par l'Union Soviétique, marque le début de la Guerre de Corée (1950-1953), dans laquelle les États-Unis et certains de leurs alliés interviennent directement. À l'arrêt des combats, est mise en place la zone démilitarisée du 38^{ème} parallèle. D'abord sous un régime militaire autoritaire, le Sud de la péninsule connaît dans les années 80 une démocratisation, suite à des vagues de protestations émanant de la population. Des premières élections démocratiques libres ont lieu en 1987. La Corée du Sud contemporaine est aujourd'hui dotée d'un système politique avec un exécutif détenu par un président de la République élu au suffrage direct pour 5 ans non-renouvelable, et d'un Parlement monocaméral, le *Kuk Hoe*, élu pour 4 ans. En 2012, a été inaugurée la ville de Sejong, plus au centre du pays et éloignée de la frontière démilitarisée, où ont été déplacées de nombreuses administrations.



Introduction

RÉDIGÉE PAR INES MARTIN-PALACIO

Dans une situation d'extrême pauvreté à la fin de la guerre de Corée, le pays connaît une incroyable reconstruction. La Corée du Sud réussit à développer son économie en se basant sur les exportations et une forte intervention de l'État pour appuyer les grands groupes privés (les chaebols). Membre de l'OCDE, elle est classée 10ème mondial en termes de PIB en 2021 (Banque mondiale). Malgré ces succès, les relations de la Corée du Sud avec ses voisins restent tendues. La Corée du Nord mène régulièrement des essais de missiles sur les territoires maritimes de ses voisins et possède l'arme nucléaire. De plus, les tensions avec le Japon, datant de l'occupation japonaise, sont toujours présentes. Le gouvernement ainsi que la population coréenne demandent au Japon une reconnaissance des exactions commises, notamment de l'esclavage sexuel des femmes de réconfort, mais aussi de la japonisation forcée. Les relations avec la Chine se sont en revanche améliorées en raison d'intérêts économiques communs.

Dans ce contexte, il serait intéressant de se demander quelle est la position internationale de la Corée du Sud, dont l'essor économique est sans précédent, mais qui reste menacé par des tensions régionales. Dans un premier temps, il s'agirait d'étudier l'essor économique considérable qu'a connu le pays, puis en second lieu ses tensions avec la Corée du Nord, notamment sur la question nucléaire, et enfin ses relations avec les autres grandes puissances internationales comme le Japon et les États-Unis.



L'essor économique sud coréen

RÉDIGÉ PAR PIERRE-ANTOINE MONDOLONI



Image n°8 : Vue artistique de Séoul par le photographe Steve Roe. © Steve Roe / @steveroe_ sur Instagram.

« La Corée du Sud a envahi notre quotidien ». Ces quelques mots écrits par Dominique Barjot dans son article, « le miracle économique Coréen (1953-2013) réalité et limites » publié dans « outre terre » en février 2014, mettent parfaitement en lumière l'essor sud coréen tant sur le plan culturel que sur le plan économique. Dès lors, c'est de ce développement économique fulgurant dont il conviendra de traiter.

En l'espèce, la Corée du Sud est un pays d'Asie de l'Est d'une superficie d'environ 99 720 Km², peuplé de 51.7 millions d'individus. Partageant pour seule frontière terrestre celle la séparant de la Corée du Nord, le pays, comme la majorité des États est-asiatiques, est ouvert sur la mer, qui joue, dès lors, un rôle particulièrement central dans le développement de son économie.

La Corée du Sud est victime d'un passé tumultueux. En effet, son annexion par le Japon au début en 1910 meurtrit le pays. Deux millions de Coréens partent pour la Mandchourie, le Japon cultive toutes les forces vitales du pays. Ce dernier exploite les forêts, les abondantes ressources halieutiques et détourne à son profit une part importante de la production nationale de riz.

Les conditions de vie sont alors particulièrement rudes pour les populations locales et le salaire des Coréens ne représente que 50% de ses homologues japonais. Cette occupation se maintiendra jusqu'à la défaite japonaise en 1945 et le triomphe des alliés.

Néanmoins les efforts de reconstruction furent anéantis par la guerre de Corée (1950-1953). Le bilan est lourd pour les sud coréens, 150 000 morts, 250 000 blessés et 3 millions de disparus, la plupart des villes sont détruites tout comme la moitié du potentiel industriel du pays. L'économie sud coréenne peine donc à se redresser, marquée par une inflation et un chômage galopant. Malgré une aide américaine colossale représentant entre 1945 et 1961 8% du PNB, 64% des investissements et 70% des importations, la stabilisation de l'économie coréenne n'intervient que très tardivement (Barjot, 2014). À l'époque contemporaine la situation s'est nettement améliorée. Membre des pays les moins avancés en 1960, elle est aujourd'hui la 10^{ème} économie et le 6^{ème} exportateur mondial.

Membre du G20 et de l'OCDE, le pays s'est parfaitement intégré au commerce mondial et régional et le niveau de vie de ses nationaux a considérablement augmenté (PIB d'environ 30 000 dollars par an et par habitant). Dès lors, il conviendra de traiter des stratégies économiques mises en place et du développement de l'économie sud coréenne.

À la fin de la guerre de Corée, le pays opte pour une stratégie observée dans tous les Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie (NPIA), soit la Corée du Sud, Singapour, Hong Kong et Taiwan. Ces politiques se résument en théorie économique simple: la remontée des filières. Cette dernière consiste à remplacer progressivement les exportations traditionnelles par de nouvelles plus fortes en valeur ajoutée en utilisant les recettes des exportations originelles à des fins de progrès industriels et techniques. Cette stratégie économique se soldera par un franc succès et une montée en puissance économique rapide. Cette dernière se traduit par l'accélération de la croissance industrielle, le ralentissement de l'inflation à partir du milieu des années 1960 ainsi que l'augmentation des échanges extérieurs.

Entre 1962 et 1970, la croissance économique coréenne est fulgurante et s'élève en moyenne à +8.8% (Barjot, 2011) et dès 1972, le développement économique du pays présente les caractères d'une croissance auto-entretenu, notamment eu égard sa structure industrielle autosuffisante. De la croissance instable, l'économie nationale se transforme ainsi en un développement équilibré. Entre 1972 et 1978 le Produit National Brut croît de 10% en moyenne et l'essor de l'épargne national permet un taux de croissance des investissements de 16% sur la même période.

Pays	En 1971	En 1980
Corée du Sud	289	1597
Taïwan	441	2310
Japon	2181	8907
États-Unis	5189	11 560

Image n°9 : Évolution comparée du Produit National Brut par tête en Corée du Sud, de Taïwan, du Japon et des États-Unis en 1971 et 1980
© Dominique Barjot: « le développement économique de la Corée du Sud depuis 1950 » dans « Japon et Corée à l'époque contemporaine » en date de 2011.

Néanmoins, la décennie 1980 est marquée par de nouveaux défis. En effet, la politique de soutien aux agriculteurs représente un coût important pour les comptes publics, tout comme la mise en place d'un cadre fiscal avantageux visant à attirer investissements et entreprises transnationales.

De plus , avec l'inefficacité des investissements et la perte de compétitivité à l'échelle internationale et régionale, la Corée du Sud peine alors à maintenir ce niveau de croissance post guerre de Corée.

Premièrement, eu égard la perte de compétitivité du pays, ce dernier est effectivement concurrencé par l'émergence des « 4 tigres » (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande) et par les économies en développement comme celle de la Chine ou du Vietnam. De la même manière, les chocs pétroliers frappent de plein fouet divers secteurs tels que le bâtiment ou l'aéronaval. L'année 1980 s'avère particulièrement difficile avec un effondrement du produit national brut de 4.9%. De manière générale, de 1980 à 1985, l'économie sud coréenne est fortement affaiblie. S'engage alors une politique de stabilisation, en favorisant la concurrence afin de stimuler la compétitivité. Ainsi observe-t-on un rebond de l'économie du pays, mais cette dernière reste fragile eu égard la dérégulation financière trop faible et trop tardive, l'absence d'autorisation et le manque d'aide aux secteurs en difficultés.

1966-1979	+10.6%
1980-1985	+5.3%
1986-1989	+10.9%

Image n°10 : Taux de croissance annuel du PIB sud coréen.
© Dominique Barjot: « le développement économique de la Corée du Sud depuis 1950 » dans « Japon et Corée à l'époque contemporaine » en date de 2011.

De 1987 à 1997 s'opère donc une relance économique spectaculaire au regard des Jeux Olympiques de Séoul, offrant une visibilité précieuse au pays, et au regard de la création de l'OMC en 1995, tendant à la libéralisation des échanges. La croissance économique est alors importante et est soutenue par cet effet positif des Jeux olympiques. Néanmoins la crise de 1997 touchera la Corée du Sud à de nombreux égards, notamment au regard de l'endettement excessif des grands groupes industriels et de leur manque de compétitivité. Un redressement s'opéra par la poursuite d'une politique fondée sur les exportations ainsi que le renforcement de la compétitivité dans des secteurs à forte valeur ajoutée (sidérurgie / automobile / électronique).

Ce redressement porte ses fruits. En 2022, l'industrie sud coréenne représente 25% du PIB (Direction générale du trésor) soit une des parts les plus importantes parmi les pays développés. D'abord orientée vers des biens de consommation, cette dernière est aujourd'hui spécialisée dans des biens à valeur intermédiaire à haute valeur ajoutée.

À titre indicatif en 2021, la Corée du Sud exportait pour 18 milliards de dollars de semi-conducteurs, impératifs au développement technologique des États et des entreprises et donc à la croissance économique mondiale. Ce dynamisme est alors soutenu par un effort de recherche et un développement extrêmement important, ce qui place le pays second au classement des pays les plus dépensiers en la matière (4,6% du PIB en 2021). Fort de ce dynamisme et de cette ressource industrielle, la Corée du Sud affiche une croissance moyenne d'environ 5% dans les années 2010, un chômage structurellement bas et un excédent commercial marqué.

Néanmoins la Corée du Sud, comme ses homologues asiatiques du Sud-Est, fait face à de nombreux défis structurels. En effet, le pays affiche le plus faible taux de fécondité, ayant pour conséquence directe le vieillissement de sa population (0,8 enfant par femme en 2021) et mettant en péril ses forces productives.

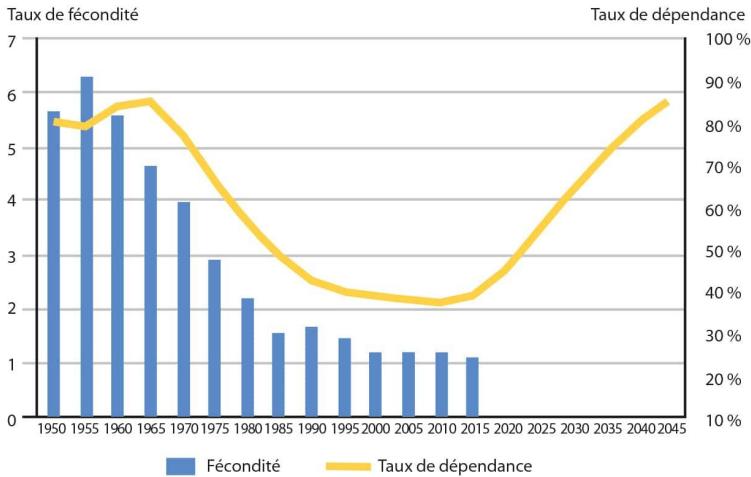


Image n°11 : Taux de fécondité sud coréen en fonction du taux de dépendance. © « South Koreans alarmed by prospect of extinction by 2750 », Financial Times, 25 août 2014.

Par ailleurs, la croissance coréenne, comme celle de l'ensemble des 4 dragons, est fortement dépendante de ses exportations et la conjoncture de la chine représentant 25% de ses exportations. Le gouvernement cherche ainsi à accompagner ses entreprises à conquérir de nouveaux marchés, au-delà de la Chine, et permettre le développement des autres industries traditionnelles tout en développant de nouveaux leviers de croissance.



Image n°12 : Carte de la Corée du Sud. © France diplomatie.



Les relations intercoréennes sur la question du nucléaire

RÉDIGÉ PAR MATTHIEU HAERING



Image n°13 : Kim Jong-un devant un missile balistique Hwasong-17. © AP.

Depuis la fin de la guerre de Corée, de fortes tensions sont nées entre les deux Corées. A la fois territoriales, idéologiques, mais aussi sur la question du nucléaire, elles ont façonné les relations bilatérales entre les Corées du Nord et du Sud mais aussi avec le reste du monde. La question de l'arme nucléaire reste sûrement la plus importante et celle qui menace le plus la volonté de paix sur la péninsule de Corée. C'est pourquoi une première partie analyse l'historique de cette montée en puissance de la Corée du Nord armée de l'arme nucléaire. La seconde partie explique le rôle de la politique dans la gestion de ces tensions. Enfin, la dernière partie permet de comprendre les implications d'acteurs étrangers et leurs conséquences.

40 ANS D'EXISTENCE ET DE TENSIONS SUR LA QUESTION DU NUCLÉAIRE

La volonté du régime nord-coréen de se doter de l'arme nucléaire remonte au lendemain de la guerre de Corée. C'est une volonté qui s'étale et se renforce sur 40 années, et trois leaders politiques soutenus par l'Union Soviétique. Dans les années 1960, la Corée du Nord reçoit un réacteur de recherche d'origine soviétique.

Lors de la décennie suivante, elle débute ses recherches sur les technologies nécessaires pour retraiter le plutonium et l'enrichir. Dans les années 1980, la Corée du Nord devient autonome sur la question du nucléaire : elle sait extraire l'uranium, sait concevoir les sites de production du combustible, et est capable de construire les centrales nucléaires dont elle a besoin. Après avoir intégré le Traité de Non-Prolifération en 1985, la Corée du Nord se retire en 2003 et commence alors les premiers essais nucléaires s'étirant de 2006 à 2017. En parallèle, un programme balistique est lancé en 1965 qui permet la création de missiles balistiques de courte et moyenne portée dans un premier temps, puis de portée intercontinentale dans les années 1990. En 2009, la Corée du Nord a admis avoir un programme d'enrichissement d'uranium. Elle a fait visiter ses installations dans le complexe de Yongbyon en 2010 à un scientifique américain, Siegfried Hecker, qui a dirigé le laboratoire national de Los Alamos entre 1985 et 1997. Il a estimé que le complexe pouvait produire jusqu'à 40 kilos d'uranium par an pouvant être utilisé pour un usage militaire, ce qui correspond à la quantité nécessaire pour produire deux têtes nucléaires. En 2014, des travaux ont été réalisés pour agrandir ces installations.

De plus, le pays dispose de ses propres ressources en uranium, estimées à 4 millions de tonnes de minerai de haute qualité. En 2017, elle tire son premier missile balistique intercontinental le Hwasong-14. Avec les estimations de plusieurs organismes internationaux comme l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, il est crédible de penser que la Corée du Nord possède les moyens de produire plusieurs dizaines de têtes nucléaires de plus de 100 kilotonnes. Les estimations du nombre de têtes disponibles varient entre une vingtaine et une soixantaine. En ajoutant à ce constat le fait que le pays est aussi capable de produire ses propres missiles intercontinentaux, force est de constater que la Corée du Sud, les Etats-Unis avec leurs territoires du pacifique, et le Japon sont vulnérables à une attaque nucléaire provenant de la Corée du Nord.

LA GESTION POLITIQUE DE LA QUESTION DU NUCLÉAIRE ENTRE LES DEUX CORÉES

Politiquement parlant, les liens entre les deux Corées ont toujours été délicats. Au fil des dirigeants se succédant au sud, on a pu observer certains progrès. D'une manière générale, les démocrates se sont davantage rapprochés de la Corée du Nord que ne l'ont fait les conservateurs. Ainsi, à partir de la démocratisation de la Corée du Sud à la suite de la chute du régime militaire, Séoul et Pyongyang, capitale de la Corée du Nord, se rapprochent de plus en plus. En 1991 est signé le pacte de réconciliation, de non-agression et de coopération entre les deux Corées. A partir des années 2000, la « Sunshine Policy » est mise en place par le président sud-coréen Kim Dae Jung, politique visant à rapprocher les deux Corées sur le plan économique et à apaiser les tensions. C'est à cette période qu'a lieu le premier sommet intercoréen lors de la visite de Kim Dae Jung à Pyongyang. Après la présidence de Roh Moo-Hyun se plaçant sur la même ligne de conduite que son prédécesseur, les conservateurs sud-coréens brisent ces efforts en revenant sur une politique plus dure contre la Corée du Nord. Les présidents Lee Myung bak, de 2008 à 2013 et Park Geun-hye, président de 2013 à 2017, refusent d'une manière générale toute négociation, cherchant au contraire à sanctionner et isoler Pyongyang. Ces montées des tensions entre le nord et le sud sont ponctuées par de graves événements comme en 2010 lorsque se passe la pire catastrophe maritime subie par la Corée du Sud depuis 1974 avec le torpillage d'une corvette de sa marine par un sous-marin nord-coréen. 46 marins sont tués.

La même année, l'île sud-coréenne de Yeonpyeong est bombardée par la Corée du Nord, tuant civils et militaires. Sous la présidence de Moon Jae-in de 2017 à 2022, des efforts sont de nouveau faits pour favoriser le dialogue avec le Nord. En Janvier 2018, Kim Jong Un, lors d'un discours fait un premier pas en faveur de relations moins conflictuelles. Ainsi, une équipe de sport nord-coréenne participe aux Jeux olympiques d'hiver de Pyeongchang au sein d'une équipe coréenne unifiée en février. En avril 2018, le sommet intercoréen permet une rencontre officielle des deux dirigeants coréens à Panmunjom dans la zone démilitarisée, du côté sud-coréen, une première pour un dirigeant nord-coréen depuis la guerre de Corée. Ils ont affirmé : « déclarent solennellement devant les 80 millions de Coréens et le monde entier qu'il n'y aura plus de guerre sur la péninsule coréenne et qu'une nouvelle ère de paix a commencé ». Cette affirmation commune a ensuite été relayée par la présidence de la Corée du Sud. Depuis l'élection en 2022 de Yoon Seok-youl, les relations intercoréennes prennent de nouveau la forme de fortes tensions. Avec ses prises de positions plus rigides que son prédécesseur, on retombe peu à peu dans un enchaînement de souhaits politiques durs contre la Corée du Nord, comme la volonté d'acquérir un nouveau système THAAD (système de défense anti-missile à haute altitude) contre les attaques nord-coréennes, ainsi que la possibilité de frappes préventives contre la Corée du Nord en cas de conflit. La réponse de Pyongyang ne se fait pas attendre et en ce 2 novembre, 10 missiles sont tirés en direction du sud. L'un d'eux s'écrase en mer, tout proche des eaux territoriales du Sud, ce qui est « une première depuis la division de la péninsule » selon l'armée sud-coréenne.

LES AUTRES ACTEURS RÉGIONAUX ET MONDIAUX CONCERNÉS

Rappelons que la Corée du Sud ne détient pas l'arme nucléaire. Le choix a été de faire face à toute menace nucléaire grâce au soutien stratégique des Etats-Unis. C'est sous la présidence de Roh Tae-woo qu'est proclamée « l'initiative non-nucléaire » en 1991, rendant la Corée du Sud entièrement dépendante du parapluie nucléaire américain. Toute menace nucléaire nord-coréenne contre la Corée du Sud sera donc traitée par les forces américaines. Dans la Nuclear Posture Review publiée en février 2018, y est développée la stratégie sur mesure voulue pour contrer la menace Nord-coréenne. La Corée du Nord y est considérée comme étant une menace extrême pour la stabilité et la sécurité de la région.

Selon sa propre stratégie, elle pourrait utiliser l'arme nucléaire de manière préventive en l'alliant à une offensive terrestre ou maritime. Ce n'est pas le cas de la France ou de la Chine qui n'envisage l'utilisation de leurs armes nucléaires que dans un scénario de frappe en second (une utilisation strictement défensive). A cela s'ajoute les différentes et nombreuses menaces publiées par le régime des Kim contre plusieurs acteurs principaux de la région : "Japan is no longer needed to exist", qui se traduit par : "Ce n'est plus nécessaire pour le Japon d'exister", "[Japan] should be sunken into the sea by [North Korea's] nuclear bomb", qui signifie : " le Japon devrait être englouti dans la mer par les bombes nucléaires de la Corée du Nord", ou encore "Let's reduce the US mainland to ashes and darkness", en français : " réduisons le territoire des Etats-Unis en cendre et dans l'obscurité". Pour la Corée du Nord, l'union stratégique de défense commune entre la Corée du Sud et les Etats-Unis est une menace à son indépendance et à sa sécurité, ce qui l'incite à développer des armes de destruction massive pour subvenir à sa propre défense. On retrouve ici le dilemme de la sécurité, ce paradoxe qui incite les états à augmenter leurs puissances militaires de manière à égaler celle des autres puissances pour favoriser la paix. En Corée du Sud, les Américains sont bien implantés, avec environ 30 000 soldats américains répartis au sein de 10 bases, à Séoul, Jinhae, Dongducheon, Pusan, et Daegu pour les forces terrestres et Kunsan et Osan pour les forces aériennes.

Les tensions entre les deux Corées sont donc grandement définies par d'autres puissances influentes dans la région. Les Etats-Unis et leur parapluie nucléaire en sont l'exemple premier. Cependant, les actes des uns peuvent changer l'équilibre des puissances régionales et bouleverser l'ordre établi. Ainsi, lorsqu'en 2017, les Etats-Unis installent leur système de défense THAAD, La chine réagit en affectant durablement l'industrie du tourisme en Corée du Sud et en boycottant les exportations de produits cosmétiques sud-coréens, interprétant cette nouvelle installation comme étant une menace à sa propre dissuasion.

D'abord voulu par la Corée du Nord pour asseoir sa légitimité politique, l'arme nucléaire est vite devenue son principal moyen d'existence et de puissance, quitte à délaissé d'autres aspects de sa politique intérieure. Pour la Corée du Sud, la dénucléarisation de la péninsule coréenne a toujours été une question de la plus haute importance, qui est depuis le début des années 2000 devenue une question vitale face à la Corée du Nord capable de produire ses propres missiles balistiques intercontinentaux. La question du nucléaire entre ces deux puissances est d'autant plus importante que l'une d'entre d'elle n'est pas une puissance nucléaire et doit baser tout un pan de sa sécurité nationale sur les capacités nucléaires d'une autre nation.



Les relations sud-coréennes avec les États-Unis et le Japon : un jeu d'échecs difficilement jouable

RÉDIGÉ PAR NICOLAS POUSSIN

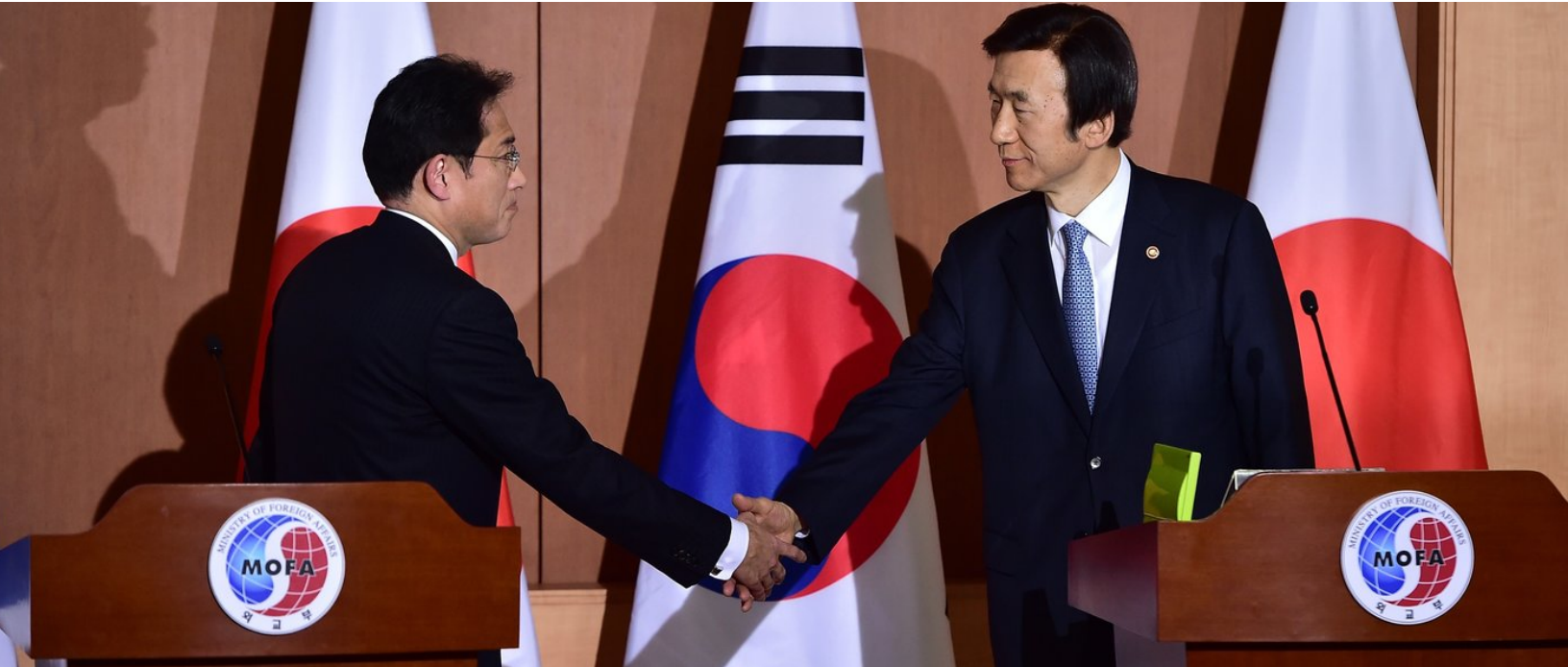


Image n°14 : Rencontre des ministres coréens (Yun Byung-Se) et japonais (Fumio Kishida) en 2015. © JUNG YEON-JE / AP.

L'ensemble des activités nord-coréennes, notamment dans le domaine du nucléaire militaire, pose un certain nombre de questions stratégiques régionales. La Corée du Sud est l'État qui se retrouve visé et au cœur des enjeux de sécurité. Les manœuvres récentes de la Corée du Nord, notamment de tirs de missiles balistiques, ont déclenché une réciprocité de l'autre côté de la frontière. Soutenue par les États-Unis et le Japon, la Corée du Sud tend à s'affirmer davantage dans la défense régionale.

PANORAMA D'UNE SITUATION COMPLEXE : COOPÉRATION OU IMPASSE STRATÉGIQUE ?

En ce qui concerne les relations bilatérales nippon-coréennes, leur importance se justifie dans la situation géopolitique régionale tendue. D'un côté, une Chine qui accroît sa présence par une stratégie d'îlot artificiel couplée d'un développement majeur de sa marine de guerre, et de l'autre, une Corée du Nord qui, ces dernières années, développe un arsenal nucléaire militaire important. Cette apparente et nécessaire sécurité est de fait un intérêt commun.

Pourtant, le souvenir de la Seconde Guerre mondiale est toujours présent dans les mentalités sud-coréennes, que ce soit dans l'opinion publique ou la classe dirigeante.

Ajoutées aux différends territoriaux des îles Tokdo (Takeshima en Japonais), les relations bilatérales sont entravées par cette constante opposition. Ce contentieux faisait déjà couler de l'encre en 1996, lorsque la Corée du Sud annonçait des manœuvres militaires autour des îlots. D'autres incidents depuis, comme en 2018, font de cette région un point chaud potentiel en Asie. Céline Pajon, chercheuse à l'Ifri, disait en 2019 que « Le Japon évoque une lassitude vis-à-vis de la Corée du Sud. Ils considèrent que Séoul ne fait pas les efforts suffisants pour passer outre les disputes historiques et aller de l'avant » (Kang, 2022).

Dans cet espace géographique, le rôle des États-Unis est déterminant. Allié historique des deux pays, la présence américaine est fortement marquée militairement. Bases navales, traités de coopérations, ventes d'armes, échanges d'informations, entraînements conjoints, les exemples démontrent cette proximité. Cependant, dire qu'il s'agit d'un cadre trilatéral est une erreur.

Malgré des efforts, les États-Unis sont l'épicentre d'un dialogue toujours difficile entre les deux nations asiatiques. La présidence de Donald Trump n'a pas arrangé cette situation délicate, dans la mesure où celui-ci ne s'intéressait pas beaucoup à la gestion des relations qu'ont ces deux pays.

Un accord de partage des renseignements a été signé le 29 décembre 2014 entre les États-Unis, le Japon et la Corée. Le pacte est limité sur les questions d'armes de destruction massive nord-coréennes, les essais nucléaires et les lancements de missiles à longue portée. Les outils de coopération sont donc présents. Sur ce plan de coopération la tâche reste délicate. Depuis le début de l'année 2022, le SIPRI (*Stockholm International Peace Research Institute*), les agences de renseignements sud-coréennes et américaines mettent en avant le souhait de la Corée du Nord de préparer son septième essai nucléaire de son histoire, sur le site de Punggye-ri. Lors de la réunion à Singapour ce 11 juin 2022, tous trois s'accordent pour un renforcement rapide des capacités opérationnelles connexes doublé d'une reprise massive d'exercices conjoints. Parmi ces exercices figure le *Pacific Dragon* qui a pour but de s'entraîner dans la poursuite et la détection de missiles de tout type. De surcroît, lors de la réunion annuelle du dialogue Shangri-La, le Premier ministre japonais a émis son souhait de travailler à « promouvoir des efforts réalistes pour créer un monde sans armes nucléaires » (Pflimlin, 2022). La Corée du Sud est donc un élément clé de l'autre côté de la mer du Japon.

UNE CORÉE DU SUD DÉTERMINÉE DANS SA QUÊTE D'AUTONOMIE STRATÉGIQUE



Image n°15 : Conférence internationale sur la nouvelle politique du Sud de la Corée, tenue par le *Korea National Diplomatic Academy* (KND) à Séoul, le 3 juillet 2018. © Korea.net.

Sa remarquable croissance économique, et son « immersion » mondiale par la diffusion de sa culture, notamment de la K-POP, ouvre de nouvelles perspectives historiques à la ROK (*Republic of Korea*).

Désormais, le plus grand des quatre dragons asiatiques tend à ouvrir la voie vers son autonomie stratégique. Mais les obstacles sont nombreux. La présence militaire américaine pèse sur le budget de la Défense sud-coréenne. Un autre point commun avec son voisin japonais.

Pour développer encore son influence, l'ancien président Moon Jae-in décida de porter cette nouvelle politique du Sud (*New Southern Policy*, NSP) afin de diversifier les partenariats de son État. L'ASEAN et la RCEP (*Regional Comprehensive Economic Partnership*, mise en place en novembre 2020) apparaissent comme les cibles préférentielles. L'Inde, qui porte aussi une politique sur le sud-est asiatique (*Look east policy*) s'apparente à un partenaire possible pour la Corée du Sud. Cette nouvelle politique permet notamment un soutien plus important des finances publiques envers les investissements effectués dans les pays de l'ASEAN par le secteur privé. Grande société technologique, les actions « du pays du Matin Calme »¹ sont portées majoritairement sur le développement d'infrastructures comme les transports et les télécommunications, la coopération accrue des secteurs de la Finance, du numérique et de la biotechnologie. Pour le président Moon Jae-in, la signature de la RCEP représente une opportunité économique et stratégique dans la mesure où le boycott économique de la Chine contre les produits sud-coréens en 2017 a été une atteinte à la santé économique du pays. La République Populaire de Chine (RPC) réplique à l'acceptation de la ROK du déploiement américain du système de défense antimissile THAAD. Les Sud-Coréens prennent alors conscience de leur vulnérabilité potentielle face à la dépendance économique chinoise.

En réalité, cette NSP présente de nombreux points communs avec le concept de FOIP (stratégie indo-pacifique libre et ouverte) lancée dès 2015 par l'ancien Premier ministre japonais Shinzo Abe.

D'autres partenaires comme la France apparaissent prometteurs du côté coréen. Malgré le fait que la Corée du Nord soit l'élément central qui compose les réflexions sur la tenue d'une politique étrangère sud-coréenne, son expansion et sa durabilité économique s'adjoignent au dossier. La rivalité sino-américaine est un enjeu crucial qui pousse cet État à s'ouvrir à de nouveaux marchés afin de réduire sa dépendance économique avec la Chine.

¹ : Cette expression désigne à l'origine la Corée dans son ensemble. Elle est aujourd'hui très largement utilisée par les deux Corées.

Encore une fois, elle se retrouve sur l'axe d'une balance agitée ; d'un côté un partenaire chinois majeur pour le maintien d'une économie sud-coréenne en croissance, et de l'autre les États-Unis, partenaire essentiel pour son cadre sécuritaire. « Cependant, le sommet de mai 2021 entre la Corée du Sud et les États-Unis a marqué un changement important dans la position coréenne » (Kang, 2021). Elle s'accorde désormais officiellement sur l'essentiel de la stratégie Indo-Pacifique du président Joe Biden à l'égard de la Chine. Cela reste néanmoins à minorer dans la mesure où les intérêts de la ROK ne convergent pas avec les avancées stratégiques américaines en mer de Chine du Sud par exemple. La priorité reste l'environnement international autour de la péninsule. C'est dans ce cadre que les acteurs étatiques français et sud-coréen pourraient trouver un terrain d'entente de coopération suivant une quête commune d'autonomie stratégique. La potentialité est là mais elle se heurte aux capacités conventionnelles de chacun d'entre eux.

Enfin, du point de vue de la Défense sud-coréenne, la fin de la décennie 2010 marque son ouverture vers l'avenir. Avec son plan de modernisation de la défense nommé *Defense Reform 2.0*, la Corée du Sud s'engage vers des capacités bien supérieures, comme l'étude d'un porte-avions léger de 30 000t et de construction locale, ainsi qu'une insistance vers l'acquisition de hautes technologies pour transformer une base industrielle de défense en un fournisseur national de référence, voire international. C'est ce que laisse présager la NSP envers les États membres de l'ASEAN.

DES CAPACITÉS DIPLOMATIQUES À RISQUE POUR LA CORÉE DU SUD

Malgré les capacités technologiques indéniables de la ROK, elle peine en réalité à rejoindre le club très fermé des grandes nations spatiales. L'échec de la mission de 2021 montre deux choses. D'une part, désormais la Corée du Sud est de plus en plus capable de se passer des technologies spatiales russes et américaines - mais en reste dépendante - et d'autre part, elle tend à acquérir un rang que peu de pays possèdent. En effet, seul six pays dans le monde ont parfaitement réussi à lancer une charge utile de plus d'une tonne vers ce que l'on appelle l'*Outer Space*. Cette course nouvelle, observée depuis plus d'une décennie, est étudiée par de nombreux spécialistes qui parlent par ailleurs de l'ère du *Newspace*, un environnement spatial qui connaît une présence de multiples acteurs publics ou privés.

En deçà de ce désir d'exploration spatiale, c'est aussi le moyen pour la Corée du Sud de reprendre une revanche historique face au Japon et de démontrer sa valeur et ses capacités.

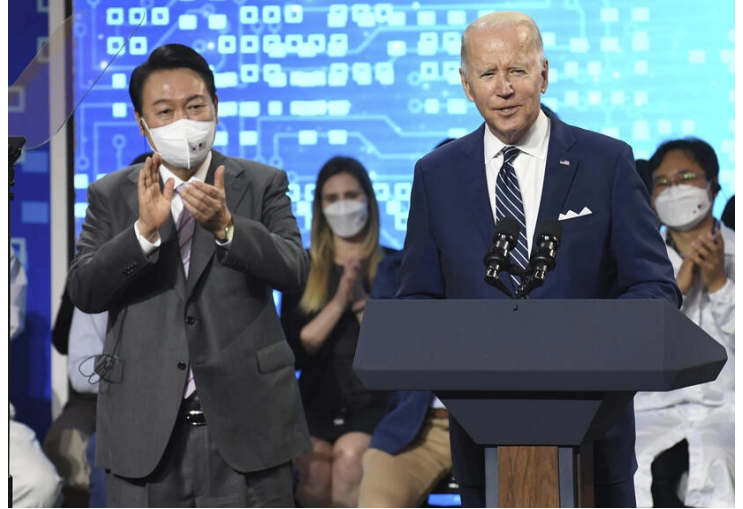


Image n°16 : Joe Biden et son homologue sud-coréen Yoon Suk-yeol à Séoul le 20 mai 2022. ©AP - Kim Min-hee.

Ce pan de compétences technologiques et techniques représente un atout. Dans le cadre de la rivalité sino-américaine et des dernières sanctions américaines prises à l'égard des entreprises économiques chinoises, la Corée du Sud et Taïwan deviennent centraux sur la question des puces informatiques. Cet enjeu capital américain a été mis en évidence lors de la visite de Joe Biden à Séoul en mai 2022. Ce produit manufacturé à forte valeur ajoutée est donc un élément de négociation diplomatique important pour Séoul. Une phase qui reste à risque dans la mesure où la Chine acquiert de plus en plus les capacités d'extraction et de raffinage des métaux rares à l'échelle mondiale.

Malgré tout, le passif entre Japon et Corée reste important en 2022 dès lors que la guerre commerciale de 2019 est toujours d'actualité, mais pas de même envergure actuellement. En effet, en novembre 2018, la justice coréenne a condamné l'entreprise japonaise Mitsubishi à verser des dédommagements à cinq victimes, contraintes au travail forcé dans ses usines lors de la Seconde Guerre mondiale. Sur la même période, en réponse du dossier des femmes de réconfort ainsi que la saisie d'actifs de Mitsubishi en Corée, Tokyo décide de restreindre les exportations vers la Corée du Sud d'éléments essentiels pour Samsung Electronics, SK Hynix et LG Electronics. Sont visés des produits nécessaires dans la fabrication des écrans LCD et OLED ainsi que des cartes puces de mémoires flash. Le Japon est le premier producteur mondial de ces éléments, avec une part de 90% du marché. Là où la Corée du Sud regarde vers le passé, le Japon l'ignore.

La guerre russo-ukrainienne a rebattu les cartes. L'éveil des consciences des classes dirigeantes s'est produit peu de temps après le début du conflit. Chaque État regarde avec attention la question de Taipei mais aussi de la péninsule. Ces deux dossiers sont les points chauds majeurs en Asie de l'Est. Le nouveau président Yoon Suk-yeol a compris l'importance d'un partenariat fort et équilibré entre les trois États (Corée du Sud, Japon, États-Unis). Contrairement à son prédécesseur Moon, le ton donné envers son voisin nord-coréen est bien plus dur, voulant mettre un terme relatif avec les essais de rapprochement entre les deux Corées.

Les derniers et récents essais balistiques nord-coréen, notamment du 1^{er} et 2 novembre 2022, marquent un éveil singulier en Corée du Sud, dont Séoul dénonce « une invasion territoriale de fait » (France 24, 2022). Rapidement la Corée du Sud a répliqué seule par des tirs de missiles dans ses eaux territoriales afin de démontrer ses capacités offensives opérationnelles. Une situation qui marque un rapprochement notamment avec le Japon, puisque le communiqué de presse du ministère des Affaires étrangères japonais daté du 2 novembre, rapporte un échange téléphonique de 15 minutes entre Hayashi Yoshimasa et Park Jin.

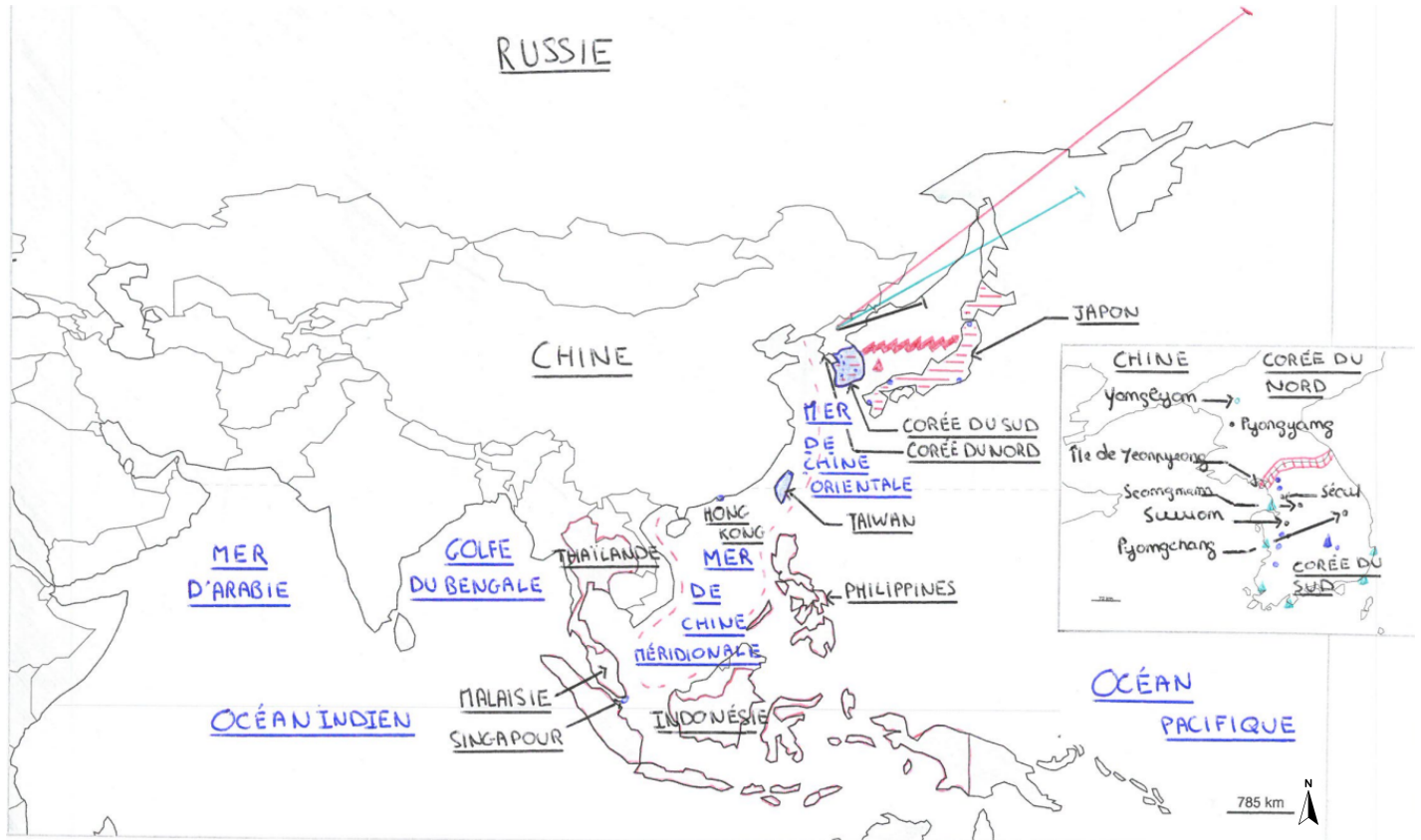
A été convenue une dénonciation conjointe des lancements balistiques nord-coréens constituant « un défi clair et sérieux pour la communauté internationale » (Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2022). De plus, tous deux se sont accordés sur la nécessité expresse de travailler dans une étroite collaboration bilatérale et trilatérale avec leur allié américain. Ce qui est intéressant c'est que la relation bilatérale passe comme prioritaire dans le communiqué. La crédibilité américaine a perdu de son efficacité et pousse les deux États à plus de coopération.

Cependant, Yoon a été élu avec une faible majorité et le Japon continue de susciter de nombreuses résistances dans la société coréenne. Quant aux États-Unis, s'ils sont toujours perçus comme un allié incontournable, ils sont cependant l'objet de réserves liées à la fiabilité de l'engagement américain, problème récurrent dans la région et même ailleurs.



Cartes et graphiques

CRÉÉS PAR PIERRE ANTOINE MONDOLINI



La Corée du sud dans son contexte
Est asiatique à l'époque contemporaine

Légende

I) Ésson économique sud coréen

- Nouveaux pays industrialisés d'Asie:
 - Corée du sud
 - Taïwan
 - Hong Kong
 - Singapour
- Suwon: Siège de Samsung
- Séoul: Siège de Hyundai, LG et KB
- Seongnam: Siège de Naeon
- Les 4 tiges:
 - Thaïlande
 - Malaisie
 - Indonésie
 - Philippines

▲ Principaux ports sud coréens

II) Relations inter-coréennes

- H: Portée d'un missile balistique de courte portée (développé par la Corée du Nord dès 1965)
 - ⇒ inférieure à 1000 km
- : Portée d'un missile balistique de moyenne portée (développé par la Corée du Nord dès 1965)
 - ⇒ Entre 1000 et 3000 km
- : Portée d'un missile balistique de longue portée, intercontinental (développé par la Corée du Nord dès 1990)
 - ⇒ Supérieure à 8500 km.
- Complexe nucléaire de Yongbyon
- × Attaque militaire nord coréenne sur l'île sud coréenne de Yeonpyeong en 2010
- Zone d'immilitarisation
- Pays actuellement menacés par la Corée du Nord

III) Relations sud coréennes avec les États-Unis et le Japon

- Expansion et revendications maritimes chinoises
- ▲ Différend maritime entre la Corée du Sud et le Japon (Île Takeshi)
- Présence militaire chinoise
- ▲ Dispositif THAAD (Terminal High altitude defense)
- Guerre commerciale entre la Corée du Sud et le Japon.



Conclusion

RÉDIGÉE PAR INES MARTIN-PALACIO

La Corée du Sud a connu dès ses débuts une conjoncture économique défavorable. L'occupation japonaise, qui exploitait déjà fortement ses ressources, a favorisé des conditions de vie difficiles et une grande pauvreté. Au départ de l'occupant, le pays obtient le soutien des États-Unis, puis acquiert l'indépendance en 1948. Cependant, une invasion nord-coréenne entraîne la Guerre de Corée (1950-1953) laissant le pays ravagé et provoque de lourdes pertes, tant humaines que matérielles. Ces pertes rendent très difficile la reconstruction du pays et les conditions de vie ne s'améliorent guère avec un taux de chômage élevé. Malgré tout, grâce à l'aide des États-Unis, la Corée du Sud, réussit à suivre un modèle de développement basé sur le remplacement des exportations traditionnelles par des plus riches en valeur ajoutée et à mener une politique favorisant l'attraction d'investissements étrangers. Toutes ces mesures favorisent le décollage de l'économie sud-coréenne et les bénéfices permettent l'investissement massif des nouvelles technologies. Malgré une baisse de compétitivité dans les années 1980 face aux autres "tigres", l'économie se redresse rapidement, favorisée par les JO de Séoul en 1988. Après un redressement extraordinaire, le pays est aujourd'hui 10ème économie mondiale (Banque mondiale, 2022). Il reste tout de même fortement dépendant de la Chine, principal importateur de produits sud-coréens.

Malgré sa bonne situation économique, le pays connaît de fortes tensions, particulièrement avec son voisin du Nord. Les frictions entre le Nord et le Sud ne se sont, en effet, pas arrêtées à la Guerre de Corée. Les deux pays connaissent depuis lors une alternance de pics de tensions et de politiques de dialogue. Malgré les diverses tentatives de rapprochement engagées par les démocrates, le président actuel, Yoon Suk Yeol, conservateur, tend plutôt vers un arrêt du dialogue. Ces tensions prennent leur origine dans le développement de l'arsenal militaire nord-coréen, particulièrement sur la question nucléaire, soutenue à ses débuts par l'URSS.

Les essais du Nord, à capacité intercontinentale, viennent régulièrement survoler les eaux sud-coréennes et japonaises, accentuant les tensions dans la région. Ainsi, la Corée du Nord est perçue comme une véritable menace par ses voisins qui, en conséquence, s'assurent le soutien d'une superpuissance, les États-Unis. Ces derniers vont alors développer un parapluie anti-nucléaire et déployer près de 30 000 soldats sur le territoire sud-coréen. Leur positionnement dans la région déplaît à la fois à la Corée du Nord et à la Chine, mettant davantage à mal la stabilité régionale. La menace nucléaire croissante du Nord de la péninsule incite à la coopération, menant à des accords sécuritaires entre Corée du Sud, Japon et États-Unis. Non sans peine, du fait de la persistance des relations historiques tendues entre ces deux premiers.

Enfin, la rivalité sino-américaine va pousser le pays à vouloir élargir son influence afin de mieux pouvoir s'émanciper de celle des deux superpuissances. La Corée du Sud tente alors de développer ses liens diplomatiques avec des pays comme la France, l'Inde ou encore l'ASEAN. Le pays investit également dans des domaines tels que le domaine spatial ou celui des puces informatiques, prouvant son potentiel de puissance internationale.

TOTAL ÉNERGIES LANCE DEUX PROJETS EN OUGANDA DÉNONCÉS PAR LE PARLEMENT EUROPÉEN

RÉDIGÉ PAR MARCO DI GIUSTO



Image n°17 : Manifestation devant le siège de Total Énergies. © Sipa / Robin LETELLIER

Total Énergies a signé le 11 avril 2021, à Entebbe en Ouganda, un important projet de développement pétrolier concernant le lac Albert. Ce projet englobe les projets pétroliers de Tilenga et Kingfisher situés en amont. Il comprend aussi la construction d'un oléoduc passant par l'Ouganda et la Tanzanie, qui relie les champs pétroliers à l'océan Indien. Cet oléoduc, baptisé *East African Crude Oil Pipeline* (EACOP), mesurera 1 443 km de long, soit la distance séparant Paris et Rome, et sera le plus long oléoduc du monde.



Image n°18 : Tracé de l'oléoduc *East African Crude Oil Pipeline*.
© Total Énergie.

Néanmoins, ce dernier aura un important impact environnemental qui fait que de nombreuses Organisations Non-Gouvernementales (ONG) ainsi que le Parlement européen dénoncent l'ensemble des projets de la firme française.

UN IMPORTANT PROJET PÉTROLIER

Le projet est détenu par trois acteurs, le premier étant Total Énergies dont la part correspond à possédant 56,67 % du projet, puis la *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC) qui possède 28,33 % du projet et *Uganda National Oil Company* (UNOC) qui obtient 15 % du projet. Ce projet est aussi développé avec la *Tanzania Petroleum Development Corporation* (TPDC). Ces accords permettent de lancer les opérations de construction. Selon Total Énergies, EACOP devrait pouvoir commencer à exporter du pétrole d'ici 2025. Les partenaires se sont aussi engagés à une mise en place « exemplaire » de l'oléoduc. Cela implique donc de respecter l'environnement et les droits des communautés locales. L'entreprise française indique en outre respecter les exigences prônées par l'*International Finance Corporation*. Le président ougandais Yoweri Museveni, qui défend le projet au nom de la prospérité de son pays, entend bien le voir aboutir.

En effet, il a fallu 15 ans pour qu'EACOP soit mis sur pied. Cette durée anormalement longue dans le secteur, traduit les débats et négociations entre les différents acteurs pour lancer le projet. Il devrait permettre d'extraire un milliard de barils de pétrole sur les 6,5 milliards que recèlerait la région. Le projet porté par les autorités ougandaises et Total Énergies représente ainsi un investissement de dix milliards de dollars. Il entraînera en outre le forage d'environ 400 puits afin d'extraire le pétrole de la région. EACOP a été lancé officiellement en février 2022.

UN PROJET FORTEMENT CONTESTÉ

EACOP ne fait cependant pas l'unanimité. Les autorités ougandaises soutiennent le projet afin de pouvoir développer l'économie nationale grâce à la vente d'hydrocarbures. Cependant, de nombreuses ONG s'opposent farouchement à son développement. Ces dernières dénoncent de nombreuses violations des droits humains, ainsi que d'importants dégâts écologiques qu'EACOP et Tilenga provoqueraient. En effet, ces projets entraîneraient d'importantes émissions de CO² que les ONG ont estimées à 33 millions de tonnes par an. Celles-ci ont ainsi décidé de se rassembler autour du mouvement STOPEACOP. Ce dernier mène de nombreuses actions visant l'arrêt du projet, en mettant notamment en lumière les problèmes causés sur le plan écologique.. De plus, les opposants soulèvent plusieurs autres arguments vis-à-vis de ce projet. Le premier concerne son aspect social. En effet, selon Juliette Renaud, responsable de la campagne de régulations des multinationales des Amis de la Terre France, EACOP affecte 100 000 personnes. En outre, le projet Tilenga impacterait 18 000 personnes, portant le total à 118 000 personnes. Celles-ci sont en majorité des agriculteurs. La firme entend compenser ces personnes financièrement ou via l'attribution de terres. Néanmoins, les compensations majoritairement financières ne sont pas toutes accordées en temps et en heure. Ainsi, Juliette Renaud déclare que « des dizaines de milliers de personnes sont toujours partiellement ou totalement privées de leurs terres avant de recevoir une compensation ». Aussi, l'entreprise serait responsable d'intimidations, de violations des droits de l'Homme et de harcèlement judiciaire.

Enfin, le tracé du projet pose de nombreux problèmes aux militants écologiques. EACOP doit en effet passer par des aires protégées, notamment le bassin du lac Victoria qui est la plus grande réserve d'eau douce de l'Afrique dont dépendent 40 millions de personnes.



Image n°19 : Projet EACOP : principaux écosystèmes menacés. © 350.org.

Un autre enjeu de la délimitation de ce projet concerne certains puits pétroliers qui devraient se situer dans l'aire protégée des Murchison Falls en Ouganda. Le tracé des projets implique que ces derniers doivent traverser deux lacs : les lacs Victoria et Albert. Mais le projet passe aussi par des aires protégées pour leurs biodiversités fragiles et par 200 rivières. Les ONG s'inquiètent notamment du fait que cet oléoduc parcourt des zones sismiques qui pourraient entraîner des fuites dévastatrices pour la biodiversité et les populations locales. Par ailleurs, le fait que l'oléoduc soit chauffé en permanence à 50°C (afin que le pétrole ne durcisse pas) déplaît à de nombreuses ONG à l'heure où il faut selon elles réduire les émissions de CO².

UN IMPORTANT PROJET PÉTROLIER

La firme déclare agir en toute transparence et de la façon la plus « exemplaire possible » bien que Patrick Pouyanné affirme que son entreprise ait encore « des progrès à faire ». Début juillet 2022, la responsable biodiversité et environnement de Tilenga a signé un engagement sur 25 ans avec Total Énergies. La firme s'engage ainsi à financer l'embauche de nouveaux gardes, ainsi que leur équipement et à augmenter la population de lions et d'éléphants de 25 %. De plus, des corridors permettant la circulation des espèces seront créés et les zones humides du lac Albert seront restaurées. Néanmoins, les programmes de la firme ne sont actuellement précis que sur deux années.

En outre, Total Énergies prétend n'être qu'un contractant et ne se considère pas responsable ni de la gestion des projets par les autorités ougandaises, ni des activités de construction de leur partenaire chinois dans le parc de Murchison Falls.

DES OPPOSITIONS LÉGALES

Le 15 septembre 2022 le Parlement européen a donc voté une résolution d'urgence contre ce projet. La résolution demande l'arrêt de forage dans les zones sensibles et protégées, et que les travaux soient reportés d'un an. Pendant cette année, une étude sur la faisabilité d'un tracé alternatif devrait être menée. Les eurodéputés réclament ensuite la libération « immédiate » d'opposants au projet qui auraient été arrêtés de manière « arbitraire ».

En France, Total Énergies a également des problèmes liés à EACOP. En effet, des ONG ont porté plainte contre l'entreprise à cause de ce projet. Elles l'accusent de ne pas prendre en compte les dommages sociaux et environnementaux de ses projets. Pour attaquer l'entreprise, les ONG ont utilisé la loi relative au « devoir de vigilance » des multinationales.

Le 15 décembre 2021, la justice française a jugé, après deux ans de bataille juridique, que le verdict sera rendu par un tribunal judiciaire et non un tribunal de commerce. Les ONG ont fêté cela comme une victoire. Elles ont par la suite porté plainte contre Total Énergies pour *greenwashing*. Selon les plaignantes, l'entreprise se présente faussement comme un acteur de la transition énergétique.

Pour conclure, bien qu'EACOP soit voulu par les autorités ougandaises, les projets de Total Énergies ont très mauvaise presse à l'étranger. Selon les verdicts que rendront les tribunaux, EACOP et Tilenga pourraient être arrêtés. La firme française, de son côté, redouble d'efforts de sorte que le projet puisse continuer tout en assurant sa défense. Néanmoins, pour les ONG l'enjeu est important. Cela pourrait ainsi être la première affaire rendant un jugement de fond sur le devoir de vigilance des grandes entreprises. Un précédent important serait donc créé pour les ONG et les multinationales, dont les conséquences pourraient à l'avenir augmenter les poursuites de ce genre en France, et probablement dans le reste de l'Europe.

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques

Barbaux, A. (2022, août 24). Pourquoi TotalEnergies se met (presque) à nu en Ouganda. [www.usinenouvelle.com](https://www.usinenouvelle.com/article/pourquoi-totalenergies-se-met-presque-a-nu-en-ouganda.N2029157).
<https://www.usinenouvelle.com/article/pourquoi-totalenergies-se-met-presque-a-nu-en-ouganda.N2029157>

Caramel, L. (2021, 26 novembre). En Ouganda, le pétrole de Total impose le silence et la peur. [Le Monde.fr](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/11/26/projet-d-exploitation-petroliere-en-ouganda-silence-sur-l-or-noir_6103639_3212.html).
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/11/26/projet-d-exploitation-petroliere-en-ouganda-silence-sur-l-or-noir_6103639_3212.html

Fillon, T. (2021, 16 décembre). Revers judiciaire pour Total et son projet d'oléoduc géant en Ouganda et en Tanzanie. [France 24](https://www.france24.com/fr/afrique/20211216-revers-judiciaire-pour-total-et-son-projet-d-ol%C3%A9oduc-g%C3%A9ant-en-ouganda-et-en-tanzanie).
<https://www.france24.com/fr/afrique/20211216-revers-judiciaire-pour-total-et-son-projet-d-ol%C3%A9oduc-g%C3%A9ant-en-ouganda-et-en-tanzanie>

Garric, A. (2022, 15 septembre). Deux méga projets pétroliers de TotalEnergies en Ouganda dénoncés par le Parlement européen. [Le Monde.fr](https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/09/15/le-parlement-europeen-denonce-deux-mega-projets-petroliers-de-totalenergies-en-ouganda_6141794_3244.html).
https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/09/15/le-parlement-europeen-denonce-deux-mega-projets-petroliers-de-totalenergies-en-ouganda_6141794_3244.html

Pomme, M. (2022, 5 février). Au mépris du climat et des droits humains, Total persiste dans son projet pétrolier en Ouganda. [Reporterre, le média de l'Écologie](https://reporterre.net/Au-mepris-du-climat-et-des-droits-humains-Total-persiste-dans-son-projet-petrolier-en).
<https://reporterre.net/Au-mepris-du-climat-et-des-droits-humains-Total-persiste-dans-son-projet-petrolier-en>

BIBLIOGRAPHIE

Pages Web

En Ouganda, Total poursuit le lancement d'un des plus gros projets pétroliers du monde. (s. d.). Consulté le 30 octobre 2022, à l'adresse <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/en-ouganda-totalenergies-poursuit-le-lancement-d-un-des-plus-gros-projets-petroliers-du-monde-150543.html>

La lutte pour arrêter le projet EACOP de Total s'intensifie. (s. d.). 350 Français. Consulté le 30 octobre 2022, à l'adresse <https://350.org/fr/barbara-pompili-interpellee-militants-eacop/>

Ouganda et Tanzanie : Accords définitifs pour le projet de développement des ressources du Lac Albert. (s. d.). TotalEnergies.com. Consulté le 30 octobre 2022, à l'adresse <https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiqués-presse/ouganda-tanzanie-accords-definitifs-projet-developpement>

Tilenga & EACOP : agir en toute transparence. (s. d.). TotalEnergies.com. Consulté le 30 octobre 2022, à l'adresse <https://totalenergies.com/fr/projets/liquides-fuels-decarbones/tilenga-eacop-agir-toute-transparence>

Total, rendez-vous au tribunal. (s. d.). Les Amis de la Terre. Consulté le 30 octobre 2022, à l'adresse <https://www.amisdelaterre.org/campagne/total-rendez-vous-au-tribunal/>

Vidéographie

Ami des lobbies. (2022, 23 mai). AMI DES LOBBIES # 20 - FatalEnergies en Afrique : EACOP. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=xdk2Sargd3o>

L'ANNÉE 2022 OU L'AGGRAVATION DE LA SITUATION SRILANKAISE

RÉDIGÉ PAR PAULINE VÔ



Image n°20 : Manifestation du 13 avril 2022. © AntanO

Le Sri Lanka possède une situation de politique intérieure relativement agitée depuis son indépendance du Royaume-Uni en 1948, entre tentatives d'autoritarisme et mandats présidentiels instables. Ces crises constitutionnelles révèlent un système politique fragile depuis le début des années 2000.

LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE SRILANKAIS

C'est malheureusement une mauvaise gestion de la part du gouvernement srilankais qui a, en grande partie, poussé le pays dans une crise sans précédent. En effet, depuis de nombreuses années, la famille Rajapaksa se trouve à la tête du pays, et les deux frères, Mahinda et Gotabaya, se sont relayés la présidence srilankaise. Cependant, depuis le début des années 2000, cette domination a poussé le pays dans une situation catastrophique, avec des décisions politiques désavantageuses pour la population. Lors de la présidence de Mahinda qui a duré 10 années, le pays a contracté énormément de prêts, et la dette, notamment extérieure, a augmenté d'une façon considérable. Si le Sri Lanka et l'Inde possèdent un lien inéluctable, le Sri Lanka et la Chine possèdent également une relation de longue date. Celle-ci s'est davantage renforcée durant la présidence de Mahinda Rajapaksa, débutant en 2005.

La Chine a alors investi massivement dans le développement d'énormes projets sur le sol srilankais. Cependant, il est possible de s'interroger sur la rentabilité de ces projets faramineux et coûteux pour le Sri Lanka et causant un endettement exponentiel envers la Chine. Sous fond de soupçons de corruption, le pays s'est laissé embourber dans un véritable gouffre financier et a basculé vers une dépendance financière à l'égard de la Chine.

En plus d'une dette colossale, la crise COVID-19 a eu un effet dévastateur sur l'économie, avec un tourisme réduit à néant. L'absence de celui-ci, qui est une source de revenus essentielle pour le pays, a fragilisé davantage l'économie srilankaise. Une réduction d'impôts de l'ex-président Gotabaya Rajapaksa, mais également d'autres décisions qui ont eu un effet destructeur sur la production agricole, ont fini de vider les caisses de l'État. Les conséquences sont donc nombreuses et désastreuses sur cette île de 22 millions d'habitants : une inflation considérable, la chute de la roupie, une pénurie de réserve de devises étrangères, entre autres.

LES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES EN CETTE ANNÉE 2022

Le taux d'inflation du Sri Lanka a atteint 70% en septembre 2022, et le taux d'inflation des produits alimentaires a, lui, atteint plus de 90% le même mois selon le Bureau des statistiques srilankais. En plus d'une faible production agricole, il est donc évident que la nourriture se fait de plus en plus rare, et de plus en plus chère. De nombreux srilankais se retrouvent donc dans une situation d'insécurité alimentaire : selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM), cette insécurité alimentaire touche 6,3 millions de personnes, soit 30% de la population : « deux saisons consécutives de mauvaises récoltes ont entraîné une chute de près de 50% de la production, associée à une réduction des importations de céréales alimentaires en raison des contraintes de change »¹. Dans le pays, plus de la moitié des familles doivent réduire leur quantité de nourriture, et doivent se nourrir avec les aliments les moins chers. En plus de cette pénurie alimentaire, une pénurie de médicaments est également à observer, ce qui rend ainsi l'accès aux soins de santé difficile. Ces deux facteurs rendent dangereux la vie des srilankais sur place : Abdur Rahim Siddiqui, le représentant du PAM au Sri Lanka, affirme que « plusieurs mois après le début de cette crise économique dévastatrice, les familles sont à court d'options, elles sont épuisées ». En outre, il ajoute que « cette situation survient à un moment où les contraintes financières ont obligé le gouvernement à réduire les programmes de nutrition, tels que les repas scolaires et les aliments enrichis destinés aux mères et aux enfants sous-alimentés »².

Dans le même temps, le pays fait face à des pénuries d'essence, ce qui paralyse les particuliers, mais également les transports en commun. En plus de toutes ces pénuries qui rendent invivable la situation des srilankais, ces dernières touchent également le gaz mais aussi les combustibles, nécessaires pour les centrales nucléaires : le résultat est que les habitants subissent quotidiennement de nombreuses coupures d'électricité. Par ailleurs, la crise énergétique internationale, particulièrement féroce en cette année 2022, n'a évidemment pas épargné le Sri Lanka, déjà énormément fragilisé. Les Nations Unies, ou encore Amnesty International ont, de nombreuses fois, alerté et continuent à alerter la communauté internationale via des rapports, avertissant sur la situation d'extrême détresse dans laquelle se trouve la population srilankaise.

De nombreuses manifestations ont éclaté à Colombo, certains manifestants ont réussi à s'introduire dans le palais présidentiel, réclamant la démission du président Gotabaya Rajapaksa. Ce dernier a effectivement démissionné au milieu du mois de juillet et a été remplacé par Ranil Wickremesinghe. Celui-ci, ayant été six fois premier ministre, a été élu par le Parlement srilankais. Cependant, il est relativement proche de la famille Rajapaksa : la population craint, une fois de plus, une présidence favorable aux élites srilankaises et non au peuple.

UN SRI LANKA DÉPENDANT DES AIDES INTERNATIONALES

En avril 2022, le pays s'est déclaré en défaut de paiement sur sa dette extérieure, qui est de 51 milliards de dollars, dont environ 5 milliards doivent revenir à la Chine. Comme l'a déclaré Nandalal Weerasinghe, gouverneur de la Banque centrale, « nous ne sommes plus capables de rembourser la dette extérieure ». Le secrétaire au Trésor a annoncé que « le Sri Lanka suspendra les remboursements pendant une période intérimaire en attendant une restructuration ordonnée ». Le pays est en négociation avec le Fonds Monétaire International (FMI) afin de se voir accorder un renflouement de 2,9 milliards de dollars, sous condition d'une restructuration de sa dette, et d'obtenir des assurances financières de ses créanciers (principalement la Chine et l'Inde), en d'autres termes un allègement des dettes.

Entre les instabilités politiques, la mauvaise gestion de l'économie et la pandémie COVID-19, le Sri Lanka subit de plein fouet la gouvernance inadéquate du pays en cette année 2022. Le pays appelle à une aide internationale, notamment pour pallier la pénurie aiguë de médicaments. Face à cette situation de détresse généralisée, de nombreux immigrés Srilankais ont alors atteint les côtes indiennes afin de fuir cette misère.

¹ : Selon le rapport de la mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM).

² : Propos recueillis par ONU Info : <https://news.un.org/fr/story/2022/09/1126841>.

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques

Guillard, O. (2018, 30 octobre). Crise politique au Sri Lanka : le « Grand Jeu » de la Chine et de l'Inde. Asialyst. <https://asialyst.com/fr/2018/10/30/crise-politique-sri-lanka-enjeux-inde-chine/>.

Rapports

Amnesty International. (2022, 04 octobre). Protecting the rights to health, food and social security in Sri Lanka's economic crisis. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/10/sri-lanka-human-rights-compliant-recovery-measures-critical-to-stop-spiraling-hunger-and-poverty/>.

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme. (2022, 06 septembre). Une période critique pour Sri Lanka : un rapport de l'ONU appelle à faire progresser l'établissement des responsabilités et les réformes sécuritaires et institutionnelles. Genève. <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2022/09/sri-lanka-critical-juncture-un-report-urges-progress-accountability>.

Pages Web

AFP. (2022, 12 avril). En crise, le Sri Lanka se déclare en défaut de paiement sur sa dette extérieure. Challenges. https://www.challenges.fr/monde/en-crise-le-sri-lanka-se-declare-en-defaut-de-paiement-sur-sa-dette-exterieure_808955.

AFP. (2022, 01 septembre). Sri Lanka : le FMI annonce un accord sur un renflouement de 2,9 milliards de dollars. France 24. <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20220901-sri-lanka-le-fmi-annonce-un-accord-sur-un-renflouement-de-2-9-milliards-de-dollars>.

Le Monde avec AFP. (2022, 20 juillet). Le Sri Lanka a un nouveau président : Ranil Wickremesingha, qui a été six fois premier ministre, élu par le Parlement. Le Monde. https://www.lemonde.fr/international/article/2022/07/20/sri-lanka-ranil-wickremesinghe-president-par-interim-elu-president-par-le-parlement_6135479_3210.html.

ONU Info. (2022, 12 septembre). Sri Lanka : plus de 6 millions de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. <https://news.un.org/fr/story/2022/09/1126841>.

Sankari, L. (2021, 04 mars). Au bord de la faillite, le Sri Lanka aiguise les appétits régionaux. L'Humanité. <https://www.humanite.fr/monde/sri-lanka/au-bord-de-la-faillite-le-sri-lanka-aiguise-les-appetits-regionaux-700972>.

Podcast

Gacon, J. (2021, 01 avril). Le Sri Lanka, théâtre de la rivalité Inde/Chine, Les Enjeux Internationaux. France Culture. <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/le-sri-lanka-theatre-de-la-rivalite-indechine>.

LE TRAUMATISME DE L'ENCERCLEMENT À L'AUNE DE LA GUERRE EN UKRAINE

RÉDIGÉ PAR PAUL FARDEL



Image n°21 : Vladimir Poutine. © Mikhail Svetlov.

Depuis le début de la guerre en Ukraine le 24 février 2022, il est commun d'entendre que l'impérialisme ou la folie de Vladimir Poutine représentent les seules raisons du conflit en Ukraine. Pour autant, l'école théorique libérale mais aussi réaliste nous présentent toutes les deux un phénomène méconnu en Occident mais à l'impact majeur en Russie : le traumatisme de l'encerclement. L'approche libérale et sa définition du traumatisme vont alors servir de base pour l'étude de ce phénomène, avant d'utiliser une approche plutôt réaliste qui justifierait le déclenchement d'une guerre frontale entre deux États indépendants.

LE TRAUMATISME COLLECTIF

Le phénomène de traumatisme collectif ou culturel s'inspire littéralement du domaine médical où le traumatisme est « une blessure, une effraction, résultant d'un événement douloureux inassimilable pour le sujet et l'altérant durablement » (de Floris, 2019). Appliqué au champ des Relations Internationales, il correspond à un événement historique qui marque négativement l'ensemble d'un groupe ou d'une population et qui influence ses rapports envers un autre État ou acteur. Les plus grands exemples de traumatismes collectifs sont ceux des attentats du 11 septembre 2001 ou de la Shoah qui trouvent toujours un écho important actuellement et vont amener des groupes à faire pression sur leurs propres gouvernements.

CONTEXTUALISATION D'UN TRAUMATISME POST- SOVIÉTIQUE

Dès 1948, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (U.R.S.S.) est la victime de la stratégie de l'endiguement développée dès le début de la guerre froide dans le cadre de la politique étrangère américaine. Terme employé par Kennan en 1946 et définitivement adopté par la doctrine Truman en 1947, il vise à contenir l'expansion des zones d'influences soviétiques par la création d'un bloc occidental. Les mesures les plus fortes sont le Plan Marshall (1948) ainsi que la création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N) en 1949. La présence du bloc occidental à l'Ouest (Europe) et à l'Est (Japon, Corée du Sud et Alaska), la présence de l'Arctique au Nord et de zones d'influences occidentales historiques au Sud viennent faire entrer l'URSS dans une politique effrénée de désenclavement saupoudrée d'un soupçon de paranoïa. Si la chute de l'Union soviétique en 1991 aurait dû marquer la fin de l'OTAN et un recentrage des Etats-Unis sur eux-mêmes, ces derniers gardent une présence nettement globalisée.

À cela s'ajoute, malgré des promesses d'une expansion limitée de l'OTAN en direction de la Russie et de ses frontières, les élargissements successifs de 1999 et 2004 qui vont voir l'entrée d'anciennes républiques soviétiques comme la Pologne ou les Pays Baltes. Les appels répétés de l'Ukraine et de la Géorgie à rejoindre à la fois l'OTAN et l'Union Européenne (U.E.) ne vont guère soulager la Russie.

L'année 2008 marque alors le tournant avec un sommet de l'OTAN en avril pour l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie, auxquels plusieurs membres s'opposent pour apaiser les tensions. S'ensuit en mai une proposition de la Pologne, chaperonnée par la Suède, visant à un partenariat entre l'Union Européenne (UE) et une multitude d'anciennes républiques soviétiques. La réponse russe se fait rapide puisqu'en août, la Russie donne l'assaut sur la Géorgie. Si les deux États se rejettent la faute de la première balle tirée, la Russie y appose une occupation temporaire et crée deux États indépendantistes non reconnus : l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. L'Ukraine, par soutien à la Géorgie, remet alors en cause l'accord stratégique entre la Russie et l'Ukraine sur la présence d'une flotte russe à Sébastopol en Mer noire. En se permettant une ellipse, l'année 2014 marque l'annexion de la Crimée assurant à la Russie une présence continue en Mer noire. Ce schéma se retrouve alors avec 2021 et 2022 où l'Ukraine se fait de plus en plus insistante sur une entrée au sein de l'OTAN. Ainsi, si la chute de l'URSS fut un traumatisme clair pour une grande majorité de la population russe, la crainte de l'encerclement vient bel et bien s'y ajouter en y influençant la politique étrangère russe.

UNE RÉPONSE LIBÉRALE À LA GUERRE EN UKRAINE

Ainsi, pour en revenir au phénomène de traumatisme collectif, cette peur de l'ennemi aux frontières n'est pas un mythe et les élargissements de l'OTAN, bien que celle-ci s'en défende¹, sont bel et bien perçus comme des actes offensifs dirigés vers la Russie. Dès lors, William Walldorf, professeur associé à l'Université de Wake Forest, venait inclure le traumatisme dans la notion de récit national. Le traumatisme collectif va créer un besoin pour la nation d'avoir des actions entreprises afin de la rassurer.

Deux types d'acteurs vont alors s'affronter, les promoteurs, qui vont faire pression pour une réponse forte (généralement les élites militaires) et les modérateurs qui vont nuancer la réponse à adopter.

Ainsi, lorsqu'un événement traumatique va amener à un récit national soutenu par les promoteurs, la population va demander des actions fortes. À l'inverse, lorsque le récit tend à s'affaiblir par une situation de paix prolongée, les pressions tendent à être relativement faibles. Le choix d'une solution par le décideur politique selon la gravité de la situation peut lui coûter sa survie politique. Ainsi, peut-on considérer que la guerre en Ukraine après la situation de forte pression et d'escalade entre la Russie et les États-Unis résulte d'une demande populaire ? Si cela peut être une lecture de la guerre, il est plus vraisemblable que l'école réaliste y apporte une vision plus précise.

LE RÉALISME COMME ÉCOLE DE PRÉDILECTION

La vision réaliste est sûrement l'approche théorique la plus appropriée du fait de la nature du conflit tout en gardant la notion de traumatisme culturel. En effet, l'Ukraine représente pour la Russie un État tampon entre l'OTAN et la Russie, au même titre que la Géorgie et la Biélorussie. Stratégiquement, ces trois États constituent un besoin nécessaire pour la Russie de se prémunir de potentielles attaques envers elle. On remarque alors que la Russie et l'Occident se considèrent tous les deux comme des agresseurs potentiels. Peut-on leur reprocher ? Pas dans une approche réaliste. Ainsi, l'assaut russe envers l'Ukraine serait simplement un acte désespéré de la part de la Russie de prévenir tout élargissement de l'OTAN à ses frontières. Cet acte peut être vu comme désespéré étant donné le manque d'organisation de l'armée russe lors de l'assaut qui s'est rapidement enlisé. La mobilisation partielle tend aussi à confirmer cette idée. La création de zones indépendantistes comme en Géorgie était sûrement l'objectif à atteindre afin d'empêcher toute entrée de l'Ukraine dans l'Union Européenne en désunifiant l'État. Maintenir la Crimée et les Républiques Populaires de Louhansk et de Donetsk représenterait alors le cœur du projet russe. Projet sûrement en train de s'écrouler.

Ainsi, bien loin d'un acte de folie ou d'impérialisme de la part de Vladimir Poutine, une lecture réaliste par le biais du traumatisme de l'encerclement permet d'avoir une lecture objective des raisons de la guerre en Ukraine. Si elle n'en reste pas moins illégale et immorale, peut-on réellement considérer cette guerre comme imprévisible et illégitime ?

¹ : Selon l'OTAN :

https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2016_07/20160627_1607-russia-top5-myths_fr.pdf

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques

Hérodote a lu. (2017). Hérodote no 164, 227-230. <https://doi.org/10.3917/her.164.0227>

Bruyère-Isnard, T. (2021). Le retour de la Russie en Méditerranée orientale. *Revue Défense Nationale*, H-, 76-82. <https://doi.org/10.3917/rdna.hs05.0076>

de Floris, A. (2019). Traumatismes collectifs et relations internationales : quelles représentations pour quels effets ? *Les Cahiers Sirice*, 23, 5-13. <https://doi.org/10.3917/lcsi.023.0005>

Walldorf Jr C.W. (2022). Narratives and War: Explaining the Length and End of U.S. Military Operations in Afghanistan. *International Security* 47 (1), 93–138.

Wurtz, F. (2021). La Russie, l'Europe, l'Occident. *La Pensée*, 405, 74-84. <https://doi.org/10.3917/lp.405.0074>

Pages Web

Quelles sont les conditions et les modalités d'adhésion à l'Union européenne ? (2022). Vie publique. <https://www.vie-publique.fr/fiches/20366-queelles-sont-les-conditions-et-les-modalites-dadhesion-lue>

Remerciements

Le bureau rapproché de l'A.M.R.I. (2021-2022), composé d'Harmony Delhalle, Maëwenn Leboulanger, Fazia Khennouche et Alexandre Toutain, étant à l'initiative du projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel (2022-2023), composé du président Nicolas Villain, de la vice-présidente Garance Martin, du trésorier Hugo Senghor et du secrétaire Arthur Biteau pour son soutien dans la maintien et l'évolution de cette revue.

Cette revue a été créée de toutes pièces par des étudiants motivés et engagés pour produire un travail de qualité. À travers cette page nous citons toute ces personnes et leurs rôle dans ce projet.

En premier lieu viennent les rédacteurs des articles et créateurs de cartes, qui ont fait de leur mieux pour produire des articles scientifiques traitant de sujets aussi divers qu'intéressants : Ines Martin-Palacio, Juliette Salez, Lilie Lenoir, Marco Di Gusto, Matthieu Haering, Morine Serafini, Nicolas Poussin, Paul Fardel, Pauline Vö et Pierre-Antoine Mondoloni.

Leurs articles ont été suivis, corrigés et relus avec le plus grand soin par l'équipe de rédacteurs de la revue précédente ainsi que par Chloé Daniel et Clément Pardonche, entourés du responsable du pôle culture, Amaury Gantet.

Enfin, tout le travail de mise en forme de la revue a été effectué par Johann Lempereur.

Nous tenons enfin à remercier Maylis Lepinette, responsable communication de l'A.M.R.I., pour son aide au partage de la revue sur tous les réseaux dont l'association dispose et à travers les murs de l'Université *via* un QR code.

La petite structure de la revue a nécessité un engagement important et répété de toute l'équipe, qui a témoigné à de nombreuses reprises de son implication et de sa volonté à parfaire le travail.

Ainsi nous tenons à remercier tout le monde pour tout le travail effectué au cours de ce mois et nous espérons, chers lecteurs, vous retrouver lors de nos prochaines éditions !

Rédacteurs en chef

CHLOÉ DANIEL & CLÉMENT PARDONCHE

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Ouvrages scientifiques :

Department of Defense. (2019b). *Nuclear Posture Review : February 2018*. Independently published.

Defense Intelligence Agency. (2019). *Global Nuclear Landscape 2018*. Independently published.

Delpech, T. (2012b). *Nuclear Deterrence in the 21st Century : Lessons from the Cold War for a New Era of Strategic Piracy*. RAND Corporation.

Articles scientifiques :

(2011). Corée du Sud-Corée du Nord : des relations influencées par les enjeux géopolitiques locaux et régionaux. *Hérodote*, 141, 57-63. <https://doi.org/10.3917/her.141.0057>

Barjot, D. (2011). Le développement économique de la Corée du Sud depuis 1950. *Japon et Corée à l'époque contemporaine (1868-1997)*. <https://doi.org/10.4000/framespa.899>

Barjot, D. (2014). Le « miracle » économique coréen (1953-2013) Réalités et limites. *Outre-Terre*, 39, 37-65. <https://doi.org/10.3917/oute1.039.0037>

Bleiker, R. (2010). Négocier avec la Corée du Nord ? *Critique Internationale*. <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2010-4-page-21.htm>

Chool, H. Y. & Amelot, L. (2014). L'évolution historique de la Corée du Sud en tant que puissance intermédiaire. *Outre-Terre*, N° 39(2), 243. <https://doi.org/10.3917/oute1.039.0243>

Dayez-Burgeon, P. (2018). La Corée d'avant les deux Corées : les leçons de l'histoire. *Pouvoirs*, 167(4), 5. <https://doi.org/10.3917/pouv.167.0005>

Godement, F. (2011). Situation géopolitique de la péninsule coréenne. *Herodote*. <https://www.cairn.info/revue-herodote-2011-2-page-7.htm>

Haute couverture, B. (2018). Corée du Nord, État nucléaire. *Pouvoirs*. <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2018-4-page-81.htm>

Hémez, R. (2015). La Corée du Nord disposerait de l'arme nucléaire, et après ? *Défense nationale*. <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2015-7-page-102.htm>

Hémez, R. (2022) La paix par la force. La défense de la Corée du Sud sous la présidence Moon Jae-in. IFRI, Note de l'Ifri.

Histoire de la Corée. (s. d.). *CEFAN & Université de Laval*. <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/asie/coree-histoire.htm>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Kang, S. (2021). South Korea and France's Indo-Pacific Strategies: Potential Partnership and Challenges. *IFRI, Asie.Visions*, No. 126.

Martin, K. (2022) La Corée du Sud sur le marché international de l'armement terrestre : l'exemple européen. *FRS, DEFENSE&Industries*, n°16.

Nicolas, F. (2021) The Economic Pillar of Korea's New Southern Policy: Building on Existing Assets. *IFRI, Asie.Visions*, No. 120.

Nicolas, F. (2022). La Corée du Sud candidate au CPTPP. Une décision tardive mais bienvenue. *IFRI, Lettre du Centre Asie*, n°96.

Wong, C. (2021) "New Southern Policy": Korea's Newfound Ambition in Search of Strategic Autonomy. *IFRI, Asie.Visions*, No. 118.

Yeong, H. J. (2011). La Corée et les États-Unis : une relation particulière. *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*.
<https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2011-2-page-113.htm>

Articles de presse :

(2022, 2 novembre). Pyongyang tire au moins 23 missiles, Séoul réplique avec trois missiles en mer. *France 24*.
<https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20221102-la-cor%C3%A9e-du-nord-tire-au-moins-10-missiles-s%C3%A9oul-d%C3%A9nonce-une-invasion-territoriale-de-fait>

(2022, 5 octobre). Ce que l'on sait de l'échange de tirs de missiles entre la Corée du Nord, les États-Unis et la Corée du Sud. *Franceinfo*. https://www.francetvinfo.fr/monde/coree-du-nord/ce-que-l-on-sait-de-l-echange-de-tirs-de-missiles-entre-la-coree-du-nord-les-etats-unis-et-la-coree-du-sud_5398537.html

Boillat F., (25 octobre 2021), *Squid Game, K-pop ou fusée spatiale, la Corée du Sud orchestre son rayonnement international*, Radio Télévision Suisse (RTS), consulté le 3 novembre 2022,
<https://www.rts.ch/info/monde/12588174-squid-game-kpop-ou-fusee-spatiale-la-coree-du-sud-orchestre-son-rayonnement-international.html>

Franklin R., (13 février 1996), *Contentieux territorial entre le Japon et la Corée du Sud*, *Libération*, consulté le 1 novembre 2022,
https://www.liberation.fr/planete/1996/02/13/contentieux-territorial-entre-le-japon-et-la-coree-du-sud_163047/

Mundy, S (2014, 25 août). « South Koreans alarmed by prospect of extinction by 2750 ». *Financial Times*.
<https://www.ft.com/content/713835e8-2c3a-11e4-a0b6-00144feabdc0>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Ojardias F., (25 mars 2019), *Travail forcé : la justice sud-coréenne ordonne la saisie d'actifs de Mitsubishi*, Radio France Internationale (RFI), consulté le 2 novembre 2022, <https://www.rfi.fr/fr/asia-pacifique/20190325-travail-force-justice-sud-coreenne-ordonne-saisie-actifs-mitsubishi>

SCHMIDT H., (20 mai 2022), *L'alliance entre les États-Unis et la Corée du Sud va au-delà de la menace nord-coréenne*, Radio France Internationale (RFI), consulté le 3 novembre 2022, <https://www.rfi.fr/fr/asia-pacifique/20220520-l-alliance-entre-les-%C3%A9tats-unis-et-la-cor%C3%A9e-du-sud-va-au-del%C3%A0-de-la-menace-nord-cor%C3%A9enne>

VIDAL LIY, M, (30 septembre 2019). *Corea del Sur y Japón agitan el tablero asiático*. *El País*.
https://elpais.com/internacional/2019/09/20/actualidad/1568998719_967479.html

YEO, A. (28 juillet 2020). *South Korea's New Policy and ASEAN-ROK Relations, What role does Southeast Asia play in Moon's foreign policy ?*. *The Diplomat*.
<https://thediplomat.com/2020/07/south-koreas-new-southern-policy-and-asean-rok-relations/>

Pages Web :

(s. d.). *La Corée du Sud et le Japon agitent l'échiquier asiatique*. Consulté 19 octobre 2022, à l'adresse
<https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/coree-sud-japon-agitent-lechiquier-asiatique>

(4 mai 2022). *Guerre en Ukraine, essais balistiques à Pyongyang et visite de Joe Biden à Séoul : quelle politique étrangère pour la Corée du Sud ?*, Interview IRIS de Barthélémy Courmont (4 mai 2022), consulté le 3 novembre 2022, <https://www.iris-france.org/167251-guerre-en-ukraine-essais-balistiques-a-pyongyang-et-visite-de-joe-biden-a-seoul-quelle-politique-etrangere-pour-la-coree-du-sud/>

(2022, 2 août). « Présentation de la République de Corée ». France diplomatie.
<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/coree-du-sud/presentation-de-la-republique-de-coree/>

Direction générale du trésor (2022, 16 septembre) « Corée du Sud: Indicateurs et conjoncture ».
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KR/indicateurs-et-conjoncture>

Japan-ROK Foreign Ministers' Telephone Talks, Press Releases (novembre 3, 2022), Ministry of Foreign Affairs of Japan, consulté le 3 novembre 2022, https://www.mofa.go.jp/press/release/press3e_000492.html

Le Monde avec AFP. (2022, août 22). *Les États-Unis et la Corée du Sud lancent leurs plus grandes manœuvres militaires conjointes depuis 2018*. Consulté le 30 octobre 2022, à l'adresse
https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/22/les-etats-unis-et-la-coree-du-sud-lancent-leurs-plus-grandes-man-uvres-militaires-conjointes-depuis-2018_6138658_3210.html

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (s. d.). Consulté le 30 octobre 2022, à l'adresse <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/coree-du-sud/presentation-de-la-republique-de-coree/>

PFLIMLIN E., (6 juillet 2015), *Le rapprochement Corée du Sud-Japon et ses limites*, Tribune de l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques), consulté le 3 novembre 2022, <https://www.iris-france.org/61803-le-rapprochement-coree-du-sud-japon-et-ses-limites/>

PFLIMLIN E., (17 juin 2022), *Face à la menace nucléaire nord-coréenne, Corée du Sud, Japon et États-Unis renforcent leur coopération de défense*, Tribune de l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques), consulté le 1er novembre 2022, <https://www.iris-france.org/168302-face-a-la-menace-nucleaire-nord-coreenne-coree-du-sud-japon-et-etats-unis-renforcent-leur-cooperation-de-defense/>

Sources audiovisuelles :

Agence France Presse (15 septembre 2022). Suède : réactions à la percée historique de l'extrême droite. YouTube. <https://youtu.be/iYk6nBX57As>

Public Sénat (15 septembre 2022). Suède, Italie : en Europe, l'extrême droite continue de se banaliser. YouTube. <https://youtu.be/MaD5YdjDgCk>

Radio France (26 septembre 2022). Italie, Suède : pourquoi l'Europe dérive à l'extrême droite. Radio France. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-invite-e-des-matins/italie-suede-pourquoi-l-europe-derive-a-l-extreme-droite-1367292>